



Confédération paysanne
de la Drôme

INFORMATIONS SYNDICALES

• La Mauvaise Herbe •

Journal des Paysans de la Drôme

N° 121 - Mars 2014 - 4€



Occupation des bureaux de l'Interprofession Semencière GNIS (lire page 6)

SOMMAIRE

LA VIE DU SYNDICAT

pages 2 à 8

Agenda et Édito
Bilan de l'Assemblée Générale de la Conf'
Loi d'Avenir Agricole
Questions à Mikel Hiribarren
Victoire contre la privatisation des semences
Une session ordinaire de la Chambre

QUESTIONS JURIDIQUES

page 9

Une transmission réussie
Hommage à Georges APAP

INSTALLATION

page 10

Lutte contre l'accaparement
des terres agricoles en Ardèche

QUESTIONS SOCIALES

page 11

Gaz de schiste : c'est loin d'être fini

PORTRAIT DE PAYSAN

pages 12 et 13

Une osiericultrice dans le Vercors

AGRICULTURE PAYSANNE

pages 14 à 16

Bilan de campagne "semences paysannes"
Les laines croisées dans les Alpes-Maritimes

VIE DES ÉLEVEURS

pages 17 à 22

Le point sur nos principales revendications
et leur état d'avancement
Colloque sur la question
de la mort des animaux
La gestion des loups
Les soins par les plantes en élevage
Inventaire des béliers et génotypage



Edito et Agenda

Aux valeurs !

Ce que l'on ne nous volera jamais, qui ne sera jamais délayé par les incessantes pluies de l'hiver, et que le nouveau Comité Départemental fraîchement élu veillera comme une poule sur ses œufs, ce sont nos valeurs.

J'ai nommé la justice, la liberté, la dignité et la solidarité. La raison d'être d'un syndicat est la défense des intérêts de ses membres, mais guidée par ses valeurs.

Nous ne sommes pas des justiciers, mais l'injustice nous insupporte. L'injustice dans la répartition des terres quand l'appétit sans limite de certains empêche les projets d'installation.

L'injustice dans la répartition des aides PAC, et l'année écoulée a vu de grandes manœuvres pour maintenir les privilèges de certains.

L'injustice dans les préoccupations de l'administration qui persécute ceux qui soignent leurs animaux avec des plantes pendant que d'autres, en toute impunité, font un recours massif aux médicaments chimiques, dont les antibiotiques, pour maintenir en survie leur production industrielle.

Liberté, car beaucoup d'entre-nous ont choisi ce métier pour être maître de leur destin.

Liberté de choisir le mode d'identification de nos animaux, liberté de choisir nos bœufs, de soigner nos bêtes avec des plantes, de les transporter sans avoir à le signaler à l'administration.

Liberté de cultiver sans être pollué par des cultures OGM.

Dignité car il ne faut pas oublier d'où l'on vient. La révolution de 1789 a mis fin à mille ans de servage, où le paysan travaillait 3 jours par semaine pour le seigneur, deux jours par semaine pour l'église et le reste de la semaine pour payer la taille et la gabelle.

Aujourd'hui, certaines administrations, bras du pouvoir inféodé aux lobbies, ont des agents qui se prennent pour des seigneurs. Ils viennent contrôler le manant pour voir si celui-ci applique bien la réglementation. Soigner des animaux avec des plantes sans passer par le véto ? Quelle horreur !

La vie de certains collègues en intégration n'a guère à envier à celle des serfs d'antan : travailler 3 jours par semaine pour l'intégrateur, deux jours pour la MSA, un jour pour les fournisseurs et autres banquiers, et le dimanche pour lui s'il a encore de la force !

Jamais la Conf' ne sera le syndicat de ceux qui baissent la tête ! Dignité pour toutes et tous !

Solidarité enfin, car tout seul on n'est rien ou pas grand chose face à des grands groupes avides de pouvoir et d'argent. Faire les Don Quichotte, on laisse ça à d'autres ! La solidarité est notre raison d'être, soyez-en assurés tous et toutes. Soyez-en rassurés : jamais nous ne vous laisserons tomber lorsque vous serez victimes d'abus et nous l'avons prouvé dans le passé. Que peuvent 500.000 paysans face à 5 centrales d'achat et une administration, quand on est isolé ? Solidarité avec les autres classes de la société victimes d'un système financier et marchand. Certains diront : j'ai trop de travail pour aller au syndicat. La vie syndicale fait partie intégrante du travail d'une ferme. Il en a toujours été ainsi,

Si l'on ne se bat pas pour la liberté, l'arbitraire s'installe et la liberté recule.

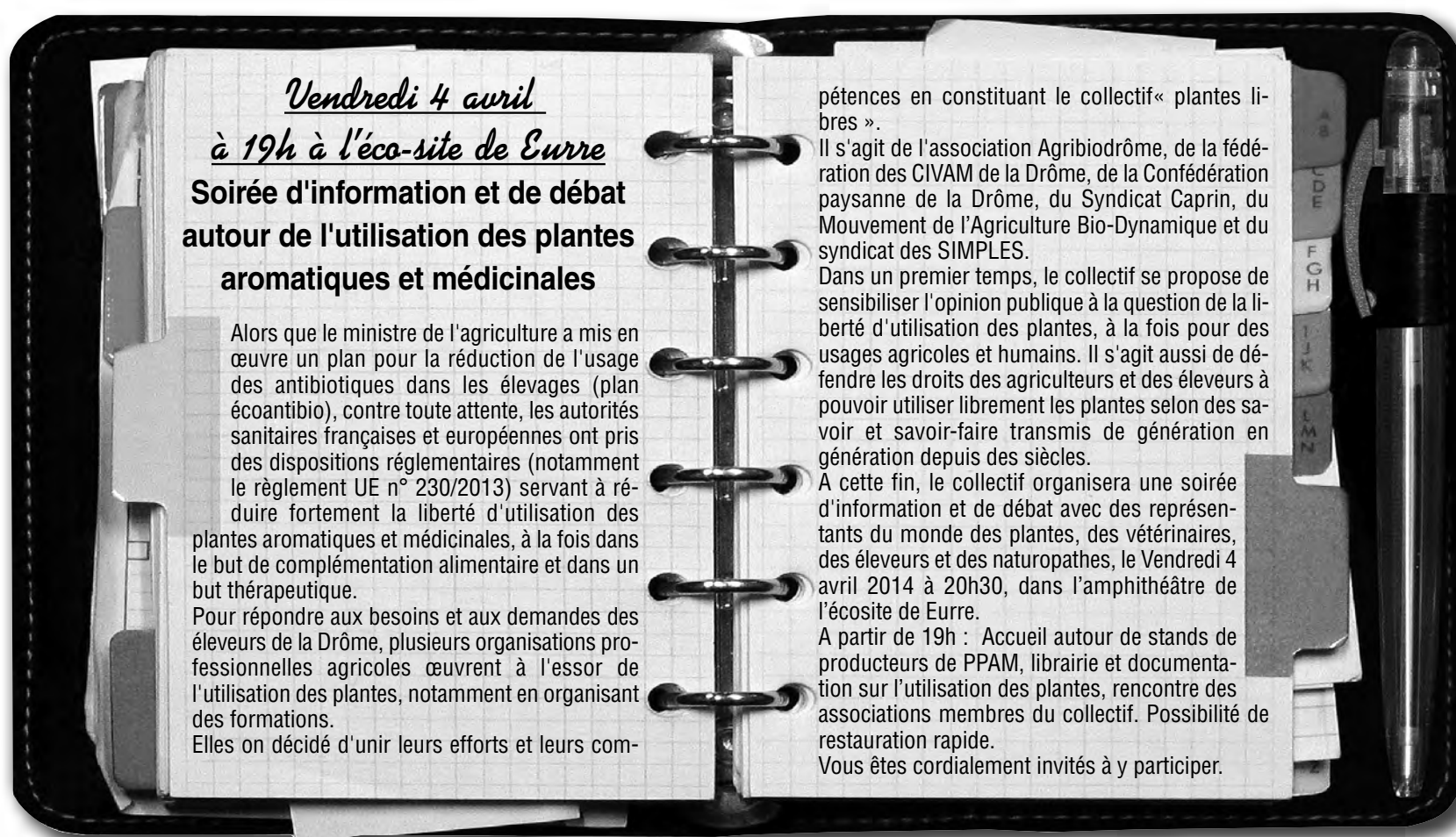
Si l'on ne se bat pas pour la dignité, l'humiliation s'installe et la dignité recule.

Si l'on ne se bat pas pour la justice, l'injustice s'installe.

Et si l'on ne se bat pas pour la solidarité, l'isolement grandit et la solidarité recule.

Ces valeurs sont comme des plantes dont il faut prendre soin sinon elles se fanent. Nous sommes nombreux à savoir cultiver ce genre de plantes ici à la Conf' mais nous ne serons jamais assez nombreux ! Et n'oubliez jamais que le pouvoir aime appuyer là où c'est mou, donc soyons unis et soyons durs !

Vincent Delmas



La vie du Syndicat

Bilan de l'Assemblée Générale de la Conf'

Cette année, l'Assemblée Générale de la Confédération paysanne de la Drôme s'est tenue à Livron le 28 janvier dernier. Nous étions une quarantaine à être présents, mais la proportion des jeunes a bien fait baisser la moyenne d'âge. Les différents rapports ont permis d'aborder les sujets internes au syndicat.

La question des adhésions d'abord. On aurait perdu une proportion non négligeable d'adhérents entre 2012 et 2013. Cela suscite des interrogations... Si c'est un oubli, profitez-en pour renouveler votre adhésion ! Du fait de l'augmentation des coûts d'impression et d'envoi de la Mauvaise Herbe, il a aussi été décidé d'augmenter le tarif de l'adhésion (car il comprend l'abonnement à la Mauvaise Herbe) : 40 € pour les cotisants solidaires et retraités et 80 € pour les autres. Quoi qu'il en soit, il est toujours préférable de cotiser à hauteur de ses moyens plutôt que de s'abstenir.

Où aura lieu notre traditionnelle fête paysanne cette année ? À nous tous de nous mettre en chasse pour trouver un lieu qui soit à la hauteur du camping Reynard. Le défi est de taille ! Dans l'idée de nous retrouver aussi à d'autres moments de l'année et dans différents endroits du département, un pique-nique avait été organisé l'année dernière à Félines. À renouveler, c'est l'occasion de voyager !

Le projet d'Adear avance petit à petit. Cette structure associative a pour mission de travailler concrètement sur l'agriculture paysanne. Elle accompagnera des candidats à l'installation, ainsi que des paysans souhaitant travailler sur leur biodiversité animale et végétale. Une rencontre est déjà prévue en mars avec le CFPPA du Valentin.

Le CAJ continue à travailler en lien avec la Conf et tiendra son Assemblée Générale le 7 avril.

Deux autres sujets ont été abordés. Il semble à tous important d'être présents aux commissions de travail mises en place par les Chambres. Même si notre capacité à être entendus reste limitée, nous devons montrer notre intérêt pour les questions abordées. Peut-être réussissons-nous à faire bouger les choses petit à petit ? La question du travail bénévole, notamment sous la forme du « WWOOFing », pose problème aux administrations, qui connaissent mal cette formule, voire ne la reconnaissent pas. Ce sujet n'est effectivement pas simple : il



pose les questions des limites du travail, de la nature de ce travail bénévole, de son encadrement... C'est en tout cas une vraie question sur laquelle on doit se pencher, vu le nombre de paysans qui ont recours à cette forme de travail, et vu le nombre de personnes demandeuses.

Deux personnes de l'ancienne équipe ne se représentent pas : Jérôme Mougnoz et Cécile Grigoryev. Christophe Morantin et Clarisse Arnaud se proposent pour renforcer l'équipe qui reste en place : Vincent Delmas, Jeanlou Meurot, Christine Riba et Sébastien Pelurson.

L'après-midi, deux interventions extérieures : le collectif Non aux Gaz de schiste nous propose de nous associer à leur mobilisation et à la mise en place d'un front anti-TAFTA (ces accords internationaux permettraient aux entreprises privées d'intenter des procès aux Etats). L'association des bergers et éleveurs du Vercors Drôme-Isère nous ont invités à leur Assemblée Générale, qui s'est tenue le 22 février dernier.

Enfin, Mikel Hirribaren, membre du secrétariat national, nous a courageusement présenté le projet de la future loi agricole (LAAF), qui semble effectivement aussi complexe que ce qu'il nous en a montré. La Confédération paysanne nationale demande aux structures départementales de s'organiser pour interpeler à ce sujet leurs sénateurs avant le mois d'avril.

*Christophe Morantin
et Margot Jobbé duval*



**Assemblée Générale
du Comité d'Action Juridique de la Drôme
Lundi 7 Avril à 14h
à la Salle des Fêtes de Mirabel-et-Blacons**

Loi d'Avenir Agricole - De quel avenir parle-t-on ?

A chaque ministre sa « marque », à chaque ministre sa loi de modernisation, d'orientation ou de réorientation. Stéphane Le Foll a tranché ! Cette loi sera une loi « d'avenir » ! Vraiment ? Alors que la loi entame en janvier son premier passage à l'Assemblée Nationale, il est temps de faire le point sur son ambition et son contenu.

Décorticage du projet de loi

Nous vous épargnons la lecture de la quarantaine d'articles qui compose ce projet de loi en vous présentant ce qui retient l'attention de la Confédération paysanne. Ce n'est pas exhaustif mais ça a le mérite d'être clair.

La Conf' approuve :

• l'application du contrôle des structures pour les sociétés agricoles

Le texte prévoit de remettre en place un contrôle sur les transferts de fonciers entre sociétés agricoles. C'est un point important car, suite à la loi de 2006, de très nombreux agriculteurs utilisaient les montages sociétaires pour agrandir leur ferme en contournant le contrôle. C'est de cette manière que certains, en Picardie, peuvent imaginer consacrer 3000 ha de terres agricoles à l'épandage du digestat d'un méthaniseur nourri par le lisier de 1000 vaches. Pour les biens de famille également, le projet prévoit un contrôle si la surface totale mise en valeur après le transfert excède le seuil de déclenchement, pour éviter les opérations de concentration détournée.

• le remplacement de la SMI par un volume minimum d'heures de travail

La notion d'Activité Minimale d'Assujettissement (AMA) remplace la Surface Minimum d'Installation (SMI). Jusque-là, il fallait détenir la moitié de la SMI pour prétendre à un statut plein et entier de chef d'exploitation. Avec l'AMA, si on ne peut pas se baser sur la surface, par exemple dans le cas de productions non référencées dans le département, ou si du temps est consacré à la transformation, à la vente, à l'agrotourisme, c'est le temps de travail qui est retenu. Si celui-ci atteint les 1200 heures annuelles, le statut d'actif agricole est obtenu. Il est également possible d'atteindre ce statut si le revenu professionnel dégagé atteint au moins 800 SMIC horaires, soit actuellement 7 544 euros par an.

• La fin de l'obligation de la certification de la voie mâle.

La Conf' attend des précisions sur :

• la mise en place des GIEE

Soutenir un groupe de paysans voulant faire évoluer leurs pratiques agronomiques, gagner en autonomie fourragère, augmenter sa marge par la transformation de ses produits ou la commercialisation en circuit court... Autant d'exemples de projets pouvant être appuyés par le nouvel outil phare de la Loi d'Avenir Agricole et Forestière : le Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental (GIEE). Cette nouvelle structure agricole semble être le support trouvé par Stéphane Le Foll pour exprimer son ambition agroécologique. Le GIEE ne jouit pas d'un statut juridique propre. Ce doit être un groupe d'agriculteurs, portant un projet territorial avec pour objectif l'amélioration de la double performance économique et environnementale. Ses membres jouiront alors de priorité d'accès ou de majoration d'aides du second pilier de la PAC (mesures agroenvironnementales, aides à l'investissement ou à l'animation), mais pas d'aides spécifiques. Ils pourront être soutenus pour une durée de cinq ans. Ce cadre légal est voulu « léger » par le ministère pour ne pas brider l'initiative. Pour la Confédération paysanne, le projet est a priori séduisant, même si beaucoup de questions restent en suspens. En premier lieu, nous pensons que la performance sociale (maintien et création d'emplois paysans) doit s'ajouter aux performances économiques et environnementales. C'est une condition indispensable à la cohérence de tels projets. La question du financement est également essentielle : si les aides ne sont pas plafonnées, par ferme et par GIEE, on risque de voir des projets énormes – au hasard un méthaniseur en Picardie – capter tous les budgets au détriment d'initiatives bien plus innovantes, performantes et économes.

La Conf' dénonce

• le bail environnemental qui menace le statut du fermage

Dans son volet I, le projet de loi d'avenir ouvre à tout propriétaire privé de foncier agricole le droit de faire-valoir des clauses environnementales dans le bail proposé à son fermier : techniques de travail du sol, non retournement des prairies, conduite en bio... L'insertion de ces clauses permettra peut-être au fermier de négocier une baisse de son fermage au regard des contraintes, mais le non-respect d'une de ces clauses permettra en revanche au propriétaire de résilier le bail. Derrière les bonnes intentions, c'est un coin qui serait enfoncé dans le statut du fermage si cette disposition était adoptée.

• l'hypocrisie du texte visant à réduire les pesticides

Après moult réflexions, l'acteur le plus efficace pour aboutir à une réduction d'utilisation des pesticides a été trouvé : c'est le vendeur ! L'article 23 dit que le vendeur sera tenu (à titre expérimental) « de mettre en œuvre des actions ayant pour objet de réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ». A-t-on déjà vu un commerçant s'investir dans la réduction de son chiffre d'affaire ? Pour couronner le tout, le vendeur pourra se libérer de cette obligation en achetant des « certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques ».

La Conf' trouve qu'il manque

• une protection des produits fermiers

Devant les dérives et abus de l'utilisation des mots « ferme » et « fermier » (récupérés par la grande distribution) la Confédération paysanne demande à ce que la Loi d'Avenir acte la reconnaissance et la protection officielles des produits et des producteurs fermiers, ainsi que l'attribution de l'agrément européen plein et entier adapté aux ateliers fermiers.

• une progressivité du barème des cotisations sociales

Il faudrait une refonte du système de cotisations sociales, qu'elles soient proportionnelles aux revenus et au volume d'activité. Aujourd'hui, le statut de cotisant solidaire implique un niveau de cotisations de quelques centaines d'euros (400 à 800 euros par an), alors qu'un statut de chef d'exploitation nécessite d'acquitter a mi-...

La vie du Syndicat

.../...

nima 3 600 euros, somme bien trop élevée pour les petites fermes. Le cap est dur à passer ! En attendant, la Confédération paysanne demande l'ouverture immédiate du dispositif actuel d'exonération de cotisations sociales sur les cinq premières années à tous les candidats à l'installation, quel que soit leur âge (il est aujourd'hui réservé aux moins de 40 ans). L'agriculture est un vivier d'emploi : l'État se doit d'encourager l'installation sous toutes ses formes.

• une publicité foncière claire et accessible à tous

La loi devrait élargir la publicité sur les terres agricoles libérées pour permettre à tous d'avoir connaissance des terres disponibles, au même titre que les voisins agriculteurs ou les amis des propriétaires. La loi manque également de clarté sur le seuil de déclenchement du contrôle des structures. La Confédération paysanne demande que tout soit mis en œuvre pour que les opérations d'agrandissement soient clairement encadrées.

• le rétablissement du droit de ressemer sa récolte

C'est une honte de voir que ce droit fondamental, en partie perdu par les paysans lors du vote de la loi sur les « Certificats des Obtention végétales » en 2011, ne tient pas l'attention du gouvernement. Actuellement, le décret d'application n'est toujours pas sorti, mais la menace est toujours là. L'abroger dans la Loi d'Avenir permettrait de clarifier la situation.

*Compilé par Samuel Richard (animateur Cp69)
d'après un travail collectif paru dans « Campagnes Solidaires » n°291.*

Questions à Mikel Hiribarren

Eleveur au Pays Basque, Secrétaire national de la Confédération paysanne en charge de la Loi d'Avenir.

Quel est ton avis général sur ce projet de loi ?

Avec le discours que nous sert le ministre Le Foll depuis qu'il a pris ses fonctions, on aurait pu s'attendre à une véritable loi d'orientation de l'agriculture. Il a beaucoup utilisé en particulier « produire autrement », et « agroécologie ». Le projet de Loi d'Avenir est très loin de l'ambition que peuvent recouvrir ces mots. C'est très loin d'être une loi d'orientation, qui aurait imposé une véritable politique d'installation en agriculture, une audacieuse utilisation agronomique des sols, une impulsion forte à la qualité des produits et à leur destination vers le marché intérieur...

C'est pour ma part la première fois que je travaille sur un projet de loi. Et je suis d'abord surpris par le volume du document. Il s'agit d'un gros pavé, et qui ne se lit pas comme un roman.

Est-ce que la Conf' peut avoir des motifs de satisfaction ?

Il faut reconnaître que sur un certain nombre de chapitres nous pouvions être séduits

par la prise de conscience des enjeux qui y étaient rapportés. Pour un exemple je citerais le constat de l'impasse à laquelle nous arrivons avec la politique d'agrandissement des exploitations depuis les soixante dernières années, qui souffre de fermes difficiles à transmettre, de modèles de production simplifiés à l'excès et de générations qui ne se renouvellent plus. Face à cela, l'objectif affiché par le ministre est de ralentir l'agrandissement excessif, et de préserver la diversité des agricultures. Ce véritable problème est bien pointé, mais la réponse apportée par le projet de loi manque largement de souffle !

En quoi cela ne suffit pas ?

Il faut des actes, derrière ces belles paroles. Par exemple, la façon dont a été traitée la question des produits phytos est assez révélatrice du manque d'ambition de ce projet de loi. On déclare faire une priorité de la réduction des produits phytos, et on met en place des certificats d'économie de produits phytos, qui sont une sorte de droits à polluer payants ! L'intention est louable, mais les

moyens sont souvent de l'ordre du symbolique !

De quelle façon la Confédération paysanne essaye de peser sur cette loi ?

La Confédération paysanne a fortement travaillé sur le projet de loi tout cet automne, dès que les premières versions du texte ont pu être accessibles. Nous avons fait parvenir un cahier d'amendements à l'ensemble des députés. Par ailleurs, nous avons exposé nos analyses et nos propositions aux députés qui étaient en charge de ce projet de loi agricole. De nombreuses fois, nous avons pu faire savoir aux parlementaires qu'il y avait de véritables bonnes intentions dans ce projet de loi, mais qu'il fallait avoir l'énergie et le courage d'imposer de nouvelles règles. Malheureusement, nous pouvons constater un manque de connaissance et de motivation de la plupart des parlementaires pour les questions agricoles. Malgré cela, nous allons continuer d'essayer d'attirer leur vigilance sur certains points fondamentaux.

Propos recueillis par Samuel Richard

Loi d'Avenir, agenda et mode d'emploi

1. L'initiative - Novembre 2013

L'initiative de la loi peut venir du gouvernement (ensemble des ministres) ou des parlementaires (députés et sénateurs). Subtilité : quand c'est le gouvernement, on parle d'un projet de loi. Quand cela vient des parlementaires, on parle d'une proposition de loi. La LAAF est un projet de loi préparé par le gouvernement. Le ministre de l'Agriculture

a officiellement présenté son projet de Loi d'Avenir Agricole au Conseil des ministres le 13 novembre 2013.

2. L'examen par les commissions parlementaires - Novembre-décembre 2013

Le texte est d'abord examiné par la commission parlementaire compétente pour le domaine concerné (dans notre cas, c'est la

commission des affaires économiques). D'autres commissions peuvent également donner leur avis (développement durable...). La commission valide un rapporteur proposé par le gouvernement qui assure la courroie de transmission, étudie le texte et rédige un rapport (Germinal Peiro, député de Dordogne, pour la Loi d'Avenir). Il peut, comme

.../...

La vie du Syndicat

.../...

les autres membres de la commission, proposer des modifications au texte de la future loi. Ce sont des amendements. Pour les syndicats, c'est un moment privilégié pour faire du lobbying en proposant ou appuyant des amendements. Le rapport est ensuite adopté par cette commission parlementaire.

3. L'examen et le vote du Parlement en première lecture – Janvier 2014

Le projet ou la proposition de loi, après inscription à l'ordre du jour, peut être examiné(e) par la 1^{ère} assemblée où il a été déposé (généralement l'Assemblée nationale). Selon le cas, les députés ou les sénateurs votent d'abord pour chaque article et amendement, avant de voter sur l'ensemble du texte. Une fois adopté, le texte est transmis à la seconde assemblée (Sénat). La LAAF en sera là courant janvier.

4. La navette – Février-mars 2014 ?

Le Sénat examine le texte selon les mêmes règles. Des amendements peuvent aussi être votés. Le texte doit alors repartir vers une première assemblée pour être à nouveau examiné. C'est la navette. Pendant cette phase, seuls les articles modifiés sont étudiés.

5. L'adoption – Mai-juin 2014 ?

Le projet de loi est adopté lorsqu'il est voté dans les mêmes termes par les deux chambres (Sénat et Assemblée nationale). En cas de désaccord, le gouvernement peut convoquer une commission mixte paritaire. Elle est composée de 7 députés et de 7 sénateurs qui doivent proposer un texte commun voté ensuite par chaque assemblée. En cas d'échec, une nouvelle lecture du texte a lieu dans les deux assemblées et le gouvernement peut donner le dernier mot à l'Assemblée nationale.

Dans le meilleur des cas, la LAAF pourrait être adoptée vers mai-juin mais cela dépendra de l'avancée des travaux.

6. La promulgation – Juin 2014 ?

Le texte est ensuite promulgué par le président de la République dans les 15 jours. Pendant ce délai, le président peut demander un nouvel examen du texte et le Conseil constitutionnel peut être saisi pour vérifier qu'il n'est pas contraire à la Constitution. La loi promulguée entre en vigueur après sa publication au Journal Officiel.

7. La mise en œuvre – Plus tard

Les articles de loi fixent un cadre général, mais manquent parfois de précisions pour être appliqués concrètement. Dans ce cas, l'article de loi énonce qu'un décret ministériel devra préciser son application. Il arrive d'ailleurs que des décrets d'application ne sortent jamais.

Une nouvelle victoire contre la privatisation des semences

La désobéissance contre une loi illégitime est légitime

Depuis 1970, la loi française interdit les semences de ferme de variétés protégées par un Certificat d'Obtention Végétale (COV). Depuis 1994, un règlement européen les autorise pour 21 espèces dérogatoires à condition de payer des royalties aux obtenteurs. Mais depuis 43 ans, les paysans refusent d'appliquer ces lois illégitimes. Depuis 2001, les royalties sont directement prélevées sur la facture de vente des récoltes de blé tendre obligatoirement établie pour cette espèce par un organisme agréé. Mais, pour toutes les autres espèces, les obtenteurs n'ont pas trouvé le moyen d'empêcher les paysans d'utiliser leurs semences de ferme, ni de les forcer à payer des royalties.

La menace de la contrefaçon

En 2011, le parlement vote une loi qualifiant les semences de ferme de contrefaçon et obligeant les agriculteurs qui les produisent à s'enregistrer afin de pouvoir plus facilement les poursuivre. Dans le même temps, les brevets sur des caractères génétiques des semences se multiplient. Fin 2013, le Sénat approuve une proposition de loi mettant les douanes au service des obtenteurs pour saisir et éventuellement détruire toute récolte soupçonnée de contrefaçon, sans même avoir besoin d'en apporter la preuve.

Détricoter les mauvaises lois

Sensibilisée par les campagnes du collectif "semons la biodiversité", l'Assemblée nationale introduit début janvier trois nouveaux articles dans la Loi d'Avenir Agricole : les paysans pourront échanger leurs semences de variétés non protégées par un COV, produire des semences de ferme sans être obligés de s'enregistrer et vendre librement leur récolte en cas de présence fortuite de caractères génétiques brevetés. Malheureusement, le brevet leur interdit toujours d'y puiser leurs semences : espérons que les sénateurs répareront cet oubli.

Restait la contrefaçon. Le 21 janvier, la Confédération paysanne s'installe dans les riches bureaux de l'interprofession semencière (GNIS) pour obtenir une « exception agricole ». Quelques heures après, le ministre de l'Agriculture promet de lui donner satisfaction. Le 4 février, les députés votent deux amendements, le premier déclarant que « l'utilisation (des semences de ferme) ne constitue pas une contrefaçon », le deuxième que la nouvelle loi sur la lutte contre la contrefaçon « n'est pas applicable aux semences de ferme ».

Une victoire politique qu'il faut encore conclure

La lutte contre la privatisation du vivant n'est pas terminée, mais elle a avancé d'un grand pas. Si les semences de ferme ne constituent plus une contrefaçon, leur interdiction ou leur taxation perdent toute légitimité.

Pour les espèces dérogatoires, la loi oblige encore le paysan à payer des royalties, mais les obtenteurs ont perdu un moyen juridique majeur pour les récupérer. Pour les autres espèces, les semences de ferme restent interdites, mais les obtenteurs ne peuvent pas menacer les acheteurs des récoltes de saisie et de destruction pour qu'ils obligent les paysans à acheter des semences certifiées ou de payer des royalties.

Avec ce vote, les paysans ont renforcé leurs moyens de continuer à désobéir aux lois illégitimes et de poursuivre ainsi la lutte pour les abroger toutes, article après article. Le collectif semons la biodiversité et la Confédération Paysanne s'y emploieront.

Guy KASTLER
réseau Semences Paysannes, représentant la CP au HCB
(Haut Comité pour les Biotechnologies)

Chronique d'une session ordinaire de la Chambre d'Agriculture marquée par le vote consensuel d'une motion rejetant l'exploitation des gaz de schiste par fracturation hydraulique

La motion sur les gaz de schiste

Dans le numéro précédent de LMH du mois de novembre 2013 (n°120), nous avons longuement abordé la question des motions présentées à la chambre à l'initiative de la Conf'. Parmi celles-ci, il y avait celle se rapportant au gaz et huiles de schiste où nous vous indiquions que son vote était reporté afin de la réécrire en commun avec l'exécutif de la chambre. Nous avons effectivement échangé sur le sujet et nous sommes parvenu à un accord de texte à présenter lors de cette session du 22 novembre 2013. Vous trouverez la motion dans son intégralité en page suivante. La formulation finale fait ressortir la volonté de soutenir des pratiques innovantes de recherches ou d'exploitations des gaz et huiles de schiste seulement si celles-ci ne présentent aucun danger pour l'environnement en général et pour les activités humaines et agricoles en particulier. Il est à noter que le résultat de la concertation que nous avons eu avec l'exécutif de la chambre est positif ce qui peut laisser entrevoir la possibilité à l'avenir de travailler plus aisément sur d'autres sujets importants.

Le vote est sans appel, il est unanime ! Personnellement, je m'attendais à ce qu'il y ait des abstentions aux vues des débats que nous avons eu lors de la première présentation de la motion en septembre 2013. Ce ne fut pas le cas, ce qui est à la fois positif et surprenant.

Des motions proposées par la CR qui n'ont pas été présentées au vote

Toujours au sujet des motions, la Coordination Rurale (CR) a souhaité présenter deux motions : une sur le projet de construction d'un center park sur le plateau des Chambaran⁽¹⁾ à cheval entre la Drôme et l'Isère et une portant sur un projet de loi mettant en cause la responsabilité des agriculteurs sur les dommages causés à l'environnement⁽²⁾. Ces motions n'ont pas été mises aux votes pour des raisons de bon déroulement des débats et pour arriver à des votes plus justes et en adéquation avec la

maîtrise des sujets mis en avant. En d'autres termes et pour une meilleure compréhension du propos, les motions présentées à la chambre lors de la session ne sont généralement connues que de ceux qui les proposent et du bureau de la chambre qui les reçoit et les étudie. Tous les autres élus en prennent connaissance uniquement lors de la présentation en session. Or si les sujets abordés sur lesquels il est demandé de s'exprimer et de prendre position sont d'ordres techniques et/ou mal connus, il est difficile de voter sans douter de la décision prise sur l'instant.

L'exécutif de la chambre a alors proposé qu'à l'avenir toute motion devant être mise aux votes en session devra au préalable être travaillée et discutée en groupe de travail se rapportant au sujet. Cela permettrait (ou pas !) d'arriver à écrire un texte qui pourrait alors être diffusé à l'ensemble des élus avant la session afin que chacun puisse d'une part en prendre connaissance et d'autre part se documenter pour mieux voter. La CR n'a pas approuvé et s'est exprimée contre cette proposition en argumentant sur le fait que cela allait supprimer la paternité de l'initiative des présentations des motions. Selon leurs arguments, la chambre tirerait tous les lauriers et laisserait sous-entendre que la minorité ne fait rien.

J'ai pour ma part approuvé la proposition de la chambre et j'ai aussitôt pris la parole pour motiver cette décision mais aussi pour soulever d'autres points qui me sont apparus importants. Premièrement, je suis revenu sur l'exemple de la motion sur les gaz et huiles de schiste que nous venions de voter, qui est le fruit de la concertation ce qui me semble être un point très positif. Deuxièmement, sur la question de la paternité, il m'a semblé bon de dire que quoiqu'il en soit, il convient à chacun de nous de communiquer en dehors du cercle de la chambre pour faire connaître le qui fait quoi. Car c'est à nous les élus qu'il incombe d'informer nos réseaux respectifs sur ce qui se passe à la chambre lors des sessions.

J'ai aussi ajouté que l'effigie importe peu au final pourvu que la décision actée aille dans le sens de l'intérêt général. Pour finir, j'ai toutefois soulevé un point négatif à cette nouvelle façon d'aborder la présentation des motions. Dorénavant, elles seront étudiées en groupe de travail, ce qui suppose une disponibilité accrue par rapport à ce qui se faisait jusqu'alors, donc cela va demander plus d'efforts encore. Mais est-ce que les forces représentées à la chambre aujourd'hui, surtout la minorité, peuvent fournir ces efforts ? Là est la question ! Il sera sage de veiller à observer cela à l'avenir pour en tirer les conclusions qui s'imposeront.

La proposition de la chambre est approuvée par les élus hormis ceux de la CR qui ont voté contre.

Le budget 2014. Encore la convention de financement de 30.000€ à la Fdsea

Comme à chaque session de fin d'année, les élus doivent prendre connaissance et valider la proposition du budget pour l'année à venir, en l'occurrence celui de 2014. Après la présentation et les questions et remarques qui s'imposent, les élus passent au vote. Cela se fait par le biais de délibérations qui reprennent en résumé ce qui a été débattu auparavant. Avant cela, nous avons discuté une fois encore de la convention entre la chambre et la Fdsea sur les correspondants territoriaux. C'est tout de même de la somme de 30.000€ dont on parle là. En cette fin d'année, aucun résumé ne nous a été présenté quant au travail réalisé par ces correspondants. Espérons que cela sera présenté à la prochaine session au printemps prochain.

Le résultat des votes de ce budget 2014 est le suivant. Concernant la première délibération portant sur les subventions accordées par la chambre, 3 votes ont été contre (la CR) et 2 abstentions (Conf et Modéf), le reste étant pour. Notre abstention s'explique par le

.../...

La vie du Syndicat

.../...

manque de clarté concernant la subvention accordée aux correspondants territoriaux Fdsea. La deuxième délibération portant sur l'approbation du budget primitif 2014 voit 5 abstentions s'exprimer (Conf, Modéf, CR) le reste étant pour. Là aussi, l'explication est simple et logique vue la décision précédente. La dernière délibération portait sur la mise en vente de l'ancien siège de la Chambre d'Agriculture située au 2 boulevard Vauhan. Elle autorise Madame la Présidente à signer le compromis de vente ainsi que l'ensemble des documents permettant cette vente. Le vote est unanime. Plus de précisions lors d'un prochain article à ce sujet.

Les Comités d'Action et de Projet (CAP)

Lors de cette session de novembre, nous sommes revenus sur le projet stratégique de la chambre. Le rendu de la demi-journée de travail des élus du mois de juin 2013 a fait ressortir l'envie de dynamiser et mieux faire connaître les actions de la chambre auprès des agriculteurs en allant à leur rencontre dans le but de faire émerger ou d'identifier les

projets en gestation sur les territoires pour mieux les aider, les conseiller et/ou les accompagner.

Cela se traduit par la mise en place de Comités d'Action et de Projets (CAP), par secteur géographique où se situent les antennes locales de la chambre(3), qui seront représentés comme suit : les élus de la chambre du territoire (nombre non défini), 4 membres Fdsea, 2 membres Jeunes Agriculteurs, un membre Conf', un membre CR et un coordinateur chambre (un salarié de l'antenne locale). Les objectifs de ces CAP sont de « s'organiser pour réfléchir, construire et agir » mais aussi pour que les actions de la chambre soient plus visibles, mieux identifiables de l'extérieur.

Comment fonctionneront les CAP ? Ils se réuniront au minimum 2 fois par an et ce dès le début de l'année 2014. Le coordinateur chambre aura pour fonction d'animer ces CAP. Cela va nous demander de trouver des personnes qui siègeront dans ces comités soit au total 10 représentants. Reste à savoir si nous aurons les forces suffisantes pour cela ? Et aussi de savoir si nous pensons avoir réellement notre place dans ces groupes ? Personnellement je pense que oui car ne pas y être voudrait dire que

nous laissons la main et faisons totalement confiance aux personnes présentes. Et selon les projets retenus, notre absence nous interdirait alors de les contester en cas de désaccord. Bien entendu, cette réflexion n'engage que moi, les adhérents se doivent de donner leur avis et aussi de donner une directive au comité départemental.

NDL : À l'instant où je rédige ce document, je n'ai pas connaissance que les CAP aient été réunis en ce début d'année 2014.

La convention avec la MSA :

La chambre et la MSA ont signé lors de cette session une convention qui a pour objectif l'échange des données entre les deux organismes afin d'assurer un meilleur accompagnement des futurs installés, des futurs cédants et aussi des personnes en difficulté. Bien entendu, les données seront échangées si (et seulement si) les personnes concernées donnent leur accord.

Au sujet des futurs installés, l'objectif est d'offrir un suivi et un appui technique le meilleur qui puisse être afin que l'installation se fasse dans des conditions optimales. Il en est de même pour les cédants.

Pour les publics en difficulté, je reste sceptique sur l'efficacité du partenariat car il n'est jamais aisé de parler ou de se confier si la sollicitation vient de l'extérieur. C'est souvent une démarche personnelle qui demande beaucoup d'effort à la personne concernée. Et puis, sur quels critères objectifs se baser pour dire qu'il est temps d'intervenir auprès des personnes ?

À mon avis, un bilan s'imposera d'ici un an pour connaître l'utilité réelle de cette convention.

La prochaine session chambre aura lieu le mercredi 19 mars 2014 à 14 heures au siège de la Chambre d'Agriculture à Bourg-les-Valence.

Jérôme Mougnoz

Motion Gaz de schiste

La Chambre d'Agriculture de la Drôme, réunie en Session le 22 novembre 2013 à Bourg-les-Valence, sous la Présidence de Madame Anne-Claire VIAL,

Vu :

- la prépondérance de la question énergétique dans les prochaines décennies,
- l'importance stratégique de ne pas devoir dépendre que des seules importations, dont une large part en provenance de zones à forte instabilité géopolitique,
- l'impact sur le développement économique des pays ayant recours aux nouvelles sources d'hydrocarbures (gaz et huile de schiste),

Considérant :

- les démarches de qualité entreprises par l'agriculture drômoise dans la valorisation des terroirs et des savoir-faire au travers des nombreuses AOP et IGP ainsi que de l'Agriculture Biologique ;
- le manque d'alternatives à la fracturation hydraulique, dont l'impact physique et environnemental sur le sous-sol ne peut être occulté ;
- l'intérêt de préserver l'intégrité de la ressource en eau, tant pour la consommation humaine que pour l'usage agricole ;

Demande :

- Que soit maintenu le moratoire sur l'exploitation des gaz et huiles de schiste par recours à la fracturation hydraulique ;
- Que soient poursuivies les recherches visant à favoriser les énergies renouvelables et les économies d'énergie et favoriser la recherche de procédés innovants et respectueux de l'environnement pour répondre à nos besoins énergétiques.

(1) Voir le lien suivant pour plus d'information : <https://www.google.fr/#q=center+park+sur+le+plateau+des+Chambaran>

(2) <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion1043.asp>

(3) Romans, Bourg-Les-Valence, Divajeu, Montélimar et Nyons. Par antenne locale, il y aura 2 comités pour mieux prendre en compte la répartition géographique du secteur où rayonne l'antenne de la chambre. Au final, les CAP seront au nombre de 10.

FÉLINE-SUR-RIMANDOULE

La transmission réussie de la ferme Rodet à Erwan Le Texier, grâce à l'appui efficace du CAJ

La transmission

C'est en avril 2013 que j'ai repris la ferme Rodet à Félines-sur-Rimandoule. Il s'agit de vergers de pommiers, dont les premiers ont été plantés dans les années 1960. Au fil des ans, Jean-Paul Rodet a développé la vente à la ferme, qui représente aujourd'hui plus de 80 % de son chiffre d'affaire. Aux pommes sont venus s'ajouter des produits dérivés (jus, purées, compotes, gelées...).

Jean-Paul Rodet a pris sa retraite en 2003 ; sa femme Malou est alors devenue chef d'exploitation. J'y suis arrivé en 2011 après ma formation BPREA au CFPPA du Valentin. En 2013, j'ai repris l'exploitation et nous avons inversé les rôles avec Malou : désormais, c'est moi qui l'embauche.

La particularité est que la propriété est divisée entre Jean-Paul et Malou (usufruitiers) et leur fils Antoine (nu-propriétaire). Attachés à leur terre, ils ne souhaitent pas vendre. Je ne souhaitais pas acheter. Nous étions donc d'accord sur ce point. Je ne loue pas toutes leurs terres mais seulement les parcelles « intéressantes » sur un plan agricole : 5,5 ha de vergers et 2,8 ha de terres nues. S'y ajoute un vaste bâtiment agricole d'environ 600 m² au sol. C'est tout cela qui constitue mon fermage.

À de nombreux points de vue, la transmission a été exemplaire. L'entente est parfaite entre Jean-Paul, Malou et moi, et nous avons la même vision du métier de paysan. Pour autant, je tenais à ce que les choses soient posées par écrit, pour avoir une référence plus solide que la mémoire orale et pour parer à un éventuel désaccord qui viendrait

dans le futur. D'où la nécessité d'un bail écrit.

La rédaction du bail

J'avais des connaissances sur les baux ruraux mais, quand on est confronté à un cas réel, beaucoup de questions se font jour. Nous avons besoin d'être aidés pour rédiger le bail et pour en évaluer le montant.

J'avais connu le CAJ via ma formation au Valentin où Guy Perret était intervenu. Après un échange téléphonique avec Guy, j'ai rencontré les bénévoles du CAJ au bureau, lors d'une permanence. Nous avons listé tous les aspects qui demandaient à être précisés, et certaines questions ont déjà trouvé leur réponse. L'une des remarques importantes était qu'il fallait être le plus précis possible dans le bail pour éviter tout désaccord dans le futur.

Ensuite, trois membres du CAJ sont venus sur place à Félines. Cela a permis d'aborder les points qui nécessitaient d'être détaillés dans le bail (par exemple la répartition des travaux sur les bâtiments entre propriétaires et fermier).

À l'issue de la visite, nous avons pris un long moment pour évaluer le montant du bail. Jean-Paul Rodet souhaitait un montant global, sans entrer dans les détails. Finalement, sans distinguer le potentiel de chaque parcelle et en simplifiant le système des points (permettant le calcul du bail, parcelle par parcelle et bâtiment par bâtiment), nous sommes tombés d'accord sur un prix situé dans le haut de la fourchette, pour valoriser le fait que l'exploitation tourne bien et qu'elle a une clientèle fidèle. Même si la méthode

employée lors de la visite du CAJ peut sembler imparfaite, elle a permis de trancher cette question que nous repoussions toujours à plus tard : évaluer le montant du bail.

À la suite de cette visite, un nouvel entretien au bureau et des échanges de courriels nous ont permis de prendre les dernières décisions. Les juristes du CAJ Rhône-Alpes nous ont éclairé sur la légalité des clauses que l'on voulait intégrer. Nous avons ainsi tranché la question des frais pour les futures plantations.

Les atouts du CAJ

J'ai pu constater que le CAJ est naturellement du côté des fermiers et a l'expérience des conflits voire des séances au Tribunal Paritaire des Baux Ruraux. Peut-être cela irrite-t-il les propriétaires, même dans une situation non conflictuelle comme la mienne.

Mais nous avons pu bénéficier d'une assistance bénévole précieuse pour nous mettre d'accord sur le bail qui scelle nos relations pour les années à venir. Une des grandes qualités des membres du CAJ est qu'ils ne nous ont jamais imposé de décisions. Ils ont donné leur avis, basé sur leurs connaissances du Code Rural et sur leur expérience de cas similaires. Ils nous ont permis d'avancer sans faire le travail à notre place.

En un mot, le CAJ gagne à être connu pour son aide précieuse, et pas seulement quand ça va mal !

Erwan Le Texier

Hommage à Georges APAP, magistrat militant

Georges APAP est décédé ce mois de décembre 2013. Procureur au tribunal de Valence de 1982 à 1990, ce magistrat militant a été un précurseur dans le monde de la justice. Il a fait partie des magistrats qui ont créé le syndicat de la magistrature alors que cette profession, à l'époque, n'avait pas le droit de se syndiquer. Il s'est battu tout au long de sa carrière pour une justice à dimension humaine. Participant à une Assemblée Générale de l'association des Fermiers Drômois (1991) il comprenait et soutenait le fonctionnement des tribunaux paritaires où des paysans s'investissent à

côté des magistrats professionnels afin de rendre une décision de justice plus adaptée à la réalité. Les Comités d'Action Juridique n'existaient pas encore mais leur fonctionnement et démarche participative se mettaient alors en place. Dans les années 80, Georges Apap a facilité la création et mise en place des boutiques de droit qui ont démocratisé l'accès au monde de la justice. Dans son travail de magistrat il aura voulu faire prendre conscience à chaque citoyen de sa responsabilité dans les situations de conflit. Il a toujours voulu éduquer plus que sanctionner. Dans la Drôme, il a côtoyé l'am-

biance syndicale militante de la Confédération paysanne qui a su se battre contre les décisions arbitraires des pouvoirs publics soutenant par principe un syndicalisme dit majoritaire (FDSEA). Georges Apap a été témoin lors du procès en appel « des 10 de Valence » à Grenoble. Une fois de plus ça a été pour lui l'occasion de dire haut et fort que le travail agricole pour être efficace et pertinent doit s'attaquer aux fondements du système social en place.

Bruno Clavel

Installation - Foncier

« C'est la terre qui nous nourrit ! »

400 chèvres et brebis fin novembre contre le projet de camping Huttobia sur des terres agricoles à Vagnas : la Confédération paysanne lutte, en Ardèche comme ailleurs, contre l'accaparement des terres agricoles.

Les militants de la Confédération paysanne de l'Ardèche n'étaient pas seuls avec leurs animaux à manifester à Vagnas, le 23 novembre, sous la banderole au slogan explicite : « C'est la terre qui nous nourrit ! ». Outre les organisations en soutien (1), 400 chèvres et brebis étaient venues à leur côté occuper les 15 hectares de terres agricoles menacées par un projet de

camping.

Le groupe Huttobia porte un projet de tourisme « branché ». Il compte déjà sous cette marque 7 sites en France et 15 implantations au Québec, et sous la marque Indigo 14 autres campings en France. Huttobia se targue d'exploiter « des lieux uniques où luxe rime avec nature, espace et déconnexion ».

En Ardèche comme partout ailleurs

dans le monde, les terres agricoles sont de plus en plus menacées : le département a perdu 12% de sa superficie agricole en 10 ans (3% au niveau national) et plus de 14 000 paysan-ne-s en 30 ans. Il est temps que les actes, notamment politiques, soient forts au delà des beaux discours.

La Commission départementale de consommation des espaces agricoles s'est prononcée une première fois en juin 2013, donnant un avis négatif à la réalisation du projet. Mais à peine deux mois plus tard, le dossier inchangé repassait devant la même commission, avec un vote diamétralement opposé. Les représentants de l'Etat, du Conseil général, de la Fdsea, des JA et de la Chambre d'Agriculture votaient alors POUR le projet, la Frapna s'abstenant et la Confédération paysanne restant seule, avec un représentant des maires, à voter contre.

Que s'est-il passé entre temps ? Certains intérêts auraient-ils primé sur la défense des terres agricoles ? Le traitement « étonnant » de ce dossier pose de nombreuses questions...

Par son action du 23 novembre, la Confédération paysanne demandait à tous les acteurs concernés de se retrouver afin de réfléchir à une action locale coordonnée pouvant aboutir à une installation agricole dont les terres de Vagnas feraient partie.

Nous demandons que les terres agricoles soient sanctuarisées afin d'enrayer la perte irréversible de ce bien commun qui est avant tout un outil de travail pour de nombreux travailleurs que sont les paysan-ne-s. L'activité agricole doit être protégée en tant qu'activité économique au même titre que le tourisme.

*Fanny Métrat et David Loupiac,
porte parole de la Confédération
paysanne d'Ardèche*

*Nature et Progrès, Europe Ecologie-
les Verts, les Alternatifs, le Parti de
Gauche, le groupe d'Aubenas de la Fé-
dération Anarchiste et l'association
des « amis de la Grange des Prés ».*

Le même jour, à Cavaillon (Vaucluse)...

La Confédération paysanne manifestait dans le quartier de la Voguette en labourant quatre des 44 hectares acquis par la société Auchan (Immochan), puis en l'ensemencant avec de l'orge.

Depuis des années, une forte opposition se manifeste à l'encontre de l'implantation d'un centre commercial, tant de la part des riverains que des paysans. La construction d'un nouvel hypermarché, avec routes, parkings et autres « équipements » serait un gâchis de terres agricoles, parmi les plus fertiles de la région.



www.plus1hectare.org/wordpress/

Gaz de schiste : c'est loin d'être fini

La confirmation de l'interdiction de la fracturation hydraulique par le conseil constitutionnel le 10 octobre 2013 n'a pas clos le dossier du gaz de schiste en France.

En effet, l'article 2 de la loi prévoit une possibilité d'«expérimentation» de la fracturation hydraulique. C'est une commission d'expérimentation, dont les membres n'ont pas encore été nommés, qui déciderait au cas par cas d'autoriser ces forages pour la recherche.

Les pétroliers ont repris l'offensive sur ce terrain. L'Union française des industries pétrolières vient d'ailleurs de s'exprimer en ce sens en réclamant une application complète de la loi.

L'exploitation du gaz de schiste reste par ailleurs possible si d'autres techniques sont développées :

La Loi Jacob est une loi d'urgence, limitée et mal ficelée. D'une part, elle n'interdit pas l'exploitation de ces hydrocarbures par une autre technique, d'autre part, elle ne définit pas la fracturation hydraulique.

C'est aussi une bataille juridique: si une société arrive à faire reconnaître que la technique qu'elle entend utiliser ne relève pas de la fracturation, la loi ne lui sera plus opposable.

En outre l'attitude du gouvernement sur ce dossier est ambiguë, le jeudi 23 janvier le ministre du Redressement Productif, Arnaud Montebourg, est sorti de six mois de silence sur le gaz de schiste, en affirmant vouloir convaincre François Hollande d'avancer sur la recherche de techniques propres à son exploitation écologique !

C'est pourquoi nous serons très vigilants sur le permis de Montélimar accordé au pétrolier TOTAL, puis abrogé en octobre 2011. Ce permis concerne 71 communes de la Drôme.



Le groupe français a déposé un recours contre l'Etat, devant le Tribunal Administratif de Cergy -Pontoise (95) arguant du fait que sa demande de permis ne mentionnait pas le recours à la fracturation hydraulique.

Ce procès suit son cours. Il y a de fortes chances que ce permis soit rétabli suite à des erreurs de procédure et à une application litigieuse de la loi.

Total n'a vraiment pas renoncé à forer en France, récemment interrogé sur France 24 en marge du Forum économique mondial de Davos en Suisse, le PDG de Total, Christophe de Margerie, a déclaré qu'il mise sur la première expérience que le groupe pétrolier français va mener (dans le gaz de schiste) en Grande-Bretagne pour faire changer d'avis la France opposée pour l'instant à cette source d'énergie fossile.

Le projet de réforme du code minier en cours est inquiétant sur plusieurs points :

Les collectivités locales pourraient toucher des redevances (pour faciliter l'acceptation des forages ?).

Il serait porté par le seul ministère du Redressement Productif, et non par le ministère de l'Environnement.

Le gouvernement envisagerait de le faire passer par ordonnances, c'est à dire sans débat parlementaire.

Les énergies carbonées sont des énergies du passé, des énergies dépassées !

Après la manifestation **Anti-Fracking** du 19 octobre à Montélimar, notre combat continue. Il est global, c'est à dire planétaire car le réchauffement climatique est mondial comme vient de le



confirmer le récent rapport du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

Nous ne voulons pas subir l'impact de l'égoïsme américain, de la boulimie énergétique de la Chine et de l'avidité des multinationales du secteur pétrolier et gazier.

Fracturation hydraulique ou pas, nous refusons l'exploitation des gaz de schiste dans nos territoires en demandant leur interdiction définitive et nous sommes totalement solidaires des luttes menées dans les autres pays.

Profitons des prochaines échéances électorales pour demander à nos responsables politiques, nos décideurs, d'envisager une autre démarche que le productivisme et le court-termisme car les gaz de schiste ne nous sortiront pas de la crise. Il est à craindre qu'il ne s'agisse que d'un feu de paille financier, une nouvelle bulle financière et spéculative.

Notre volonté est d'aller vers une économie décarbonée en initiant une transition énergétique basée, à confort équivalent, sur la sobriété, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Alain VOLLE,
pour le collectif Non au Gaz de
Schiste Montélimar Drôme Sud
tel : 06 85 12 40 62

NB : Pour toute information complémentaire, aller sur le site Collectif Non au gaz de schiste Drôme

Portrait de paysan

Emmanuelle Brumelot Aussibal, culture et vanneries d'osier du Vercors : une production originale pour une installation paysanne

L'agriculture n'a pas pour seule vocation de fournir des aliments. De ces autres missions, l'agriculture industrielle n'a retenu que la fourniture d'agrocarburants ou la production d'amidon de maïs en remplacement du pétrole et du plastique. Alors que l'agriculture paysanne, qui a toujours été intimement liée à l'artisanat, peut nous vêtir, nous abriter, et nous fournir les contenants pour nos prochaines récoltes !

LMH : Comment es-tu venue à l'osiericulture ? Ce n'est pourtant pas une production commune !

Emmanuelle : A la base, je travaillais plutôt dans le milieu du tourisme et de la culture. Et puis j'ai eu envie de passer à autre chose, de travailler la terre, de travailler avec mes mains, de travailler sur mon lieu de vie, sur le Vercors. En 2005 j'ai fait le BPREA de Die en polyculture élevage. J'ai vécu des choses vraiment diverses dans mes stages, un élevage d'alpagas pour la laine, et puis j'ai travaillé avec un vannier paysan.... Mon projet d'installation (dans ma belle-famille) n'a pas pu se concrétiser. Mais, en fin de formation j'ai rencontré une personne qui avait planté une oseraie sur le Vercors, et qui, n'en faisant rien, allait la détruire. Alors je me suis installée avec l'osier. C'est pour que cette oseraie ne soit pas détruite que je m'y suis intéressée, et j'ai trouvé là l'alliance que je cherchais entre le travail de la terre, le végétal, et la création à partir d'une matière vivante, pour faire des objets du quotidien. Après j'ai pu reprendre une autre parcelle d'osier en plaine sur l'Isère.

LMH : Parle-nous un peu de cet osier. Comment le cultive-t-on, comment le travaille-t-on ?

Emmanuelle : L'osier est le nom du saule arbrisseau. Il a toujours fait partie de la vie paysanne, pour la ligature ou la vannerie, car il est souple et solide à la fois. On en voit souvent devant les fermes, en bordure de parcs, de vignes.... Il est taillé en « têtard » c'est-à-dire à partir d'un petit tronc ; moi je le cultive au niveau du sol. C'est une culture assez simple, une plante vigoureuse qui ne nécessite pas trop de soins particuliers, si ce n'est une surveillance sanitaire pour ne pas avoir des brins trop abîmés. Je cultive sans aucun produit et j'essaie de travailler au mieux avec la lune. La récolte a lieu après les premières bonnes gelées, en lune descendante. La lune, c'est très important, cela va avoir une incidence ensuite sur le comportement des plants, le séchage des brins, leur conservation. Cette année, je coupe à partir du 10 février ! Il faut tout couper, à

ras du trognon qui d'année en année grossit, comme un têtard nain. Ensuite, au fur et à mesure que la plantation vieillit, il faut la renouveler. Cela peut se faire par bouture, c'est l'occasion d'essayer d'autres variétés d'osier, il y a toute une palette de couleurs ! Mais elles n'ont pas toutes les mêmes qualités vannières et ne sont pas toutes adaptées au climat montagnard..

Une fois l'osier ramassé, le travail de tri m'occupe pendant deux bons mois. On trie les brins par longueur, chaque longueur est liée à un diamètre du brin à la base, ce qui détermine l'utilisation qu'on peut en faire, sa résistance. L'osier est séché, puis retrempé avant d'être travaillé. Avec l'osier, on est toujours en lien avec l'eau, et beaucoup aussi avec le froid ! J'aimerais maintenant essayer de valoriser les déchets liés au tri (pour faire de la couverture de sol par exemple...), le saule est aussi très intéressant comme hormone de bouturage... Enfin j'ai encore plein de choses à explorer ! Je devrais aussi pouvoir bientôt planter une nouvelle oseraie sur le Vercors avec des variétés que je choisirai et afin d'avoir toutes mes cultures pas trop éloignées de ma ferme... Enfin l'osier... c'est une passion !

LMH : Tes productions, ce sont essentiellement des paniers, des objets finis ?

Emmanuelle : Oui et non. Je transforme, je fabrique beaucoup et ce qui me plaît c'est que je travaille avec l'osier que je cultive. Mais je vends aussi de l'osier vivant (en vert, non séché), à des collectivités qui veulent réaliser des aménage-

.../...



Portrait de paysan

.../...

ments, des créations paysagères et à des particuliers. Je propose aussi moi-même des créations paysagères en extérieur. Et puis j'aime bien transmettre ce que je sais faire, et j'organise plusieurs fois dans l'année des stages ou ateliers. Il y a toujours des débutants, qui viennent découvrir le travail de la vannerie, et quelques élèves plus confirmés et fidèles qui reviennent d'année en année ! Pour vendre mes paniers et mes créations, je ne fais pas beaucoup de marchés hebdomadaires mais plutôt des marchés lors d'événements, où cela m'arrive de faire des démonstrations. Il y a les marchés paysans du Vercors, avec le réseau des « Fermes du Vercors » auquel j'appartiens et où je retrouve les collègues du plateau. J'aime bien avoir mon stand entre les fromages, le saucisson et le pain, et expliquer que ma production aussi est paysanne. D'ailleurs ce sont beaucoup des paysans qui m'achètent ou me commandent des paniers, pour présenter leurs produits ! J'ai fait aussi partie de deux magasins de producteurs et j'ai réalisé les paniers pour les clients d'autres points de vente directe,



qui sont pour moi une grande partie d'une vraie économie solidaire. Et puis je fais aussi le marché paysan de la fête de la Conf...

J'ai aussi un grand jardin, que je travaille avec un cheval, et où je produis des légumes de saison, des patates, des poireaux, des carottes, des oignons, des haricots, des salades... je fais aussi un peu de petits fruits et de la volaille. Une ferme paysanne, en somme !

LMH : Mais quel est ton statut ? Il ne doit pas y avoir beaucoup de références sur l'osiériculture, à la Chambre...

Emmanuelle : C'est peu dire ! Nous sommes très peu d'osiériculteurs en France, et les Chambres et la MSA sont complètement perdues avec cette production ! (en tout cas pour ce qui est de la Drôme...) Du coup, je suis cotisante solidaire. Ce qui ne m'apporte pas beaucoup de droits, et encore moins de reconnaissance, je ne peux pas voter aux élections de la Chambre... Sur le Vercors, les trois quarts des agriculteurs ont des vaches laitières, comme en plus je n'ai pas le statut « entier », j'ai parfois du mal à

exister... Il y a vraiment une nécessité à faire évoluer ce statut aberrant ! Mais je suis en lien avec le CAJ afin d'essayer de « démêler » tout cela et de réfléchir à mon statut.

LMH : Pour toi, la militance c'est quoi ? Comment tu la vis dans ton travail ?

Emmanuelle : La militance c'est essayer de rejoindre ces valeurs d'humanité dans ce que je fais, il y a aussi l'envie de redonner de la valeur aux choses. C'est tout de même incroyable qu'on mette nos récoltes, notre nourriture, dans du plastique ! Alors que la nature offre des matériaux absolument extraordinaires. Les paysans fabriquaient tous auparavant leurs outils de travail, récipients et contenants compris. L'utile et le beau sont liés, et ont du sens, c'est la force du vivant, la recherche d'une certaine autonomie face à cette société de plus en plus industrialisée et dépendante de l'économie des marchés, une certaine idée de liberté dans une petite production, de montagne de surcroît. C'est ce que j'essaie de faire passer par mon travail !

*Propos recueillis
par Margot Jobbé duval*

Conseil de lecture

Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régime de production des savoirs de Mendel aux OGM

Christophe Bonneuil, Frédéric Thomas (2009, éditions Quae)

L'évolution des techniques est indissociable de la vision du monde qu'a la société qui produit ces techniques. L'histoire de « l'amélioration » des plantes au cours des 150 dernières années est donc à relier aux représentations du progrès génétique et aux transformations des sciences et de l'agriculture pendant la même période. Ce livre dense et très documenté retrace cette histoire et identifie les trois grandes étapes de l'appropriation du vivant. Malgré l'émergence des maisons semencières au XIX^e siècle, la semence demeure un bien domestique, reproduit par les paysans sur leurs fermes jusqu'à la seconde guerre mondiale. A partir de là, l'usage des semences sélectionnées se généralise : c'est l'étape du progrès génétique planifié. A travers la co-gestion, chercheurs et fonctionnaires, en lien avec la

« profession », produisent l'innovation variétale et la régulent pour moderniser la « ferme France ». L'acceptation de ce progrès doit parfois contrer une certaine résistance, l'épisode du remplacement des variétés populations de maïs par les hybrides l'illustre parfaitement. Enfin, à partir des années 1980, on entre dans l'ère du profit génétique mondialisé. Même la puissance publique n'est plus en mesure de maîtriser l'horloge du progrès, qui ne se traduit plus par la variété la plus productive, mais par le gène le plus profitable. Le gène, devenu une marchandise convoitée, est la clef de l'appropriation du vivant, dont les OGM sont le symbole controversé.



MJD

Agriculture paysanne

Une filière pour les laines croisées dans les Alpes-Maritimes ?



L'APPAM (Association pour la Promotion du Pastoralisme dans les Alpes Maritimes) poursuit son travail expérimental de valorisation des laines du département des Alpes-Maritimes. Après les races Brigasque et Mérinos d'Arles (voir encadré), il restait à trouver des utilisations pour le dernier type de laine : la laine dite « croisée ».

Un peu de vocabulaire

Croisée ? Pour l'industrie lainière, il y avait deux types de brebis : les Mérinos et les autres. Durant les 18^e et 19^e siècles en Europe, l'objectif soutenu par les Etats était de transformer les races locales en brebis Mérinos par croisements successifs afin d'augmenter la production de laine fine. Les laines croisées constituent donc tous les intermédiaires entre les laines Mérinos et les laines des races locales qui ont résisté à la mérinisation, comme par exemple la brebis Brigasque.

Dans les Alpes-Maritimes, les laines croisées proviennent des races Mourois et Préalpes du Sud, de leurs croisements entre elles et avec d'autres comme le Mérinos d'Arles. Ces laines sont considérées comme moyennes par le négoce.

Une expertise révélatrice d'une laine au potentiel intéressant

Afin de vérifier ou d'infirmer ce point de vue, nous - huit éleveurs de l'APPAM - avons réuni six tonnes de laine pour les faire expertiser et, éventuelle-

ment, les faire transformer dans le Piémont italien, à Biella. Au cours d'un voyage d'étude dans cette ville, aujourd'hui encore grand centre lainier international, nous avons acquis les bases du tri et visité quelques unités de transformation. Nous y sommes restés trois jours pour commencer à trier. Huit catégories différentes de laine ont été constituées.

Nous avons reçu chacun un bordereau individuel d'expertise de notre laine mentionnant les quantités par catégorie et la valeur de chaque catégorie sur le marché international. Cette démarche est plus intéressante que l'habituelle vente en vrac : cela permet d'initier une réappropriation de notre produit brut. Le verdict est intéressant : nos laines sont plutôt fines (28 microns en moyenne), plutôt douces, et présentent un très beau caractère gonflant (déjà bien connu par le négoce, qui les vend pour la réalisation de futons). Par contre, le tri n'a pas apporté de plus-value financière notable à notre laine en suint. Il s'agissait donc d'essayer de développer des produits finis.

Une première expérience de transformation

Dans un premier temps, nous avons décidé de réaliser des produits finis à partir des laines longues (30% du lot) car ces dernières peuvent être peignées, ce qui garantit un résultat dépourvu de matières végétales et permet d'obtenir les fils les plus fins possibles (jusqu'à 16 000 m/kg dans notre cas). Nous avons été comblés par la qualité du ruban peigné et des fils à tricoter obtenus, doux, solides et gonflants. Cela nous a persuadés de faire tisser cette laine pour obtenir des plaids, du tissu au mètre et des écharpes. Les essais ne sont pas terminés. Il resterait à réaliser des tricotés et à trouver une valorisation des laines courtes qui représentent la partie la plus importante de la récolte.

Les premiers résultats sont d'ores et déjà encourageants

L'accueil par le public est bon. Nous avons eu la chance de participer au salon l'Aiguille en Fête à Paris en février, avec un petit stand de vente près de l'exposition Wools of Europe/Laines d'Europe. Nous avons ainsi pu tester, dans la réalité, les réactions d'un public nombreux et intéressé par notre démarche. Nous sommes présents sur

.../...

Agriculture paysanne

.../...

les foires locales et lors des événements dédiés à la laine. Enfin, nous comptons établir des relations suivies avec des professionnels (artisans...) et des distributeurs car nous sommes avant tout éleveurs et sommes déjà très occupés par nos animaux...

Aujourd'hui, du fait de la valeur attribuée par le marché à nos produits et de l'effort de sélection mené durant tout le 20^e siècle, nous nous considérons avant tout comme producteurs de viande. Nos actions auront donc enclenché un changement de regard sur le produit oublié et pourtant emblématique du mouton qu'est la laine. Elles auront également permis de démystifier le discours établi : à l'instar des herbes, il n'y a ni mauvaise ni bonne laine, mais seulement des laines diverses possédant des potentialités qui leur sont propres. Et c'est là que l'imagination, la création et l'organisation entrent en jeu : quels produits développer pour valoriser ces potentialités ? Quels circuits de commercialisation adopter ? Comment regrouper les différents acteurs de la filière ? L'aventure ne fait que commencer...

Les éleveurs de l'APPAM
www.appam06.fr



L'APPAM et ses démarches lainières

L'APPAM est une association d'éleveurs ovins/caprins des Alpes-Maritimes, constituée en 2002 pour apporter des solutions à la prédation des troupeaux par le loup. Depuis 2006, l'association porte des démarches de valorisation de la viande et de la laine. Elle a déjà mené des expériences sur les races Brigasque et Mérinos d'Arles.

La filière Brigasque

Brebis laitière endémique, à faible effectif et à la toison poilue et jarreuse. La valeur de la laine au négoce s'approche de zéro euro ! Depuis 2009 et notre premier voyage en Sardaigne, la filière brigasque est toujours bien vivante et s'étoffe d'année en année. Le travail ne manque pas pour la section laine de la toute nouvelle association de la brebis brigasque, créée en automne 2012 pour relancer l'utilisation de cette race très attachante : vente de tapis brigasques et de coussins, teintures végétales, animations, réflexion sur la localisation des activités de fabrication.

La filière Mérinos d'Arles

Brebis de la grande transhumance, à la toison lainée très fine. L'utilisation de sa laine pour produire des textiles très doux et fins était évidente. En 2010, à partir d'un lot de deux tonnes de laine, nous avons fait faire des laines à tricoter multicolores, des vêtements tricotés (du teeshirt à la veste) et des accessoires tissés (écharpes et étoles), entre la France et le Piémont italien. Les expériences se succèdent depuis 2011. Elles restent encore à se structurer sur le long terme, à côté de démarches déjà existantes. Il est clair que cette laine a un très fort potentiel du fait de sa finesse, sa douceur et sa blancheur.

Lien d'une émission Terre à Terre sur cette filière :

<http://www.franceculture.fr/emission-terre-a-terre-laines-d-europe-2013-01-05>

L'association ATELIER-Laines d'Europe

L'association ATELIER-Laines d'Europe regroupe des éleveurs, des tondeurs (dont l'Association des Tondeurs de Moutons), des entreprises et des artisans de la filière laine, ainsi que quelques artistes et projets autour de la laine, en France et en Europe. Elle a pour mission de développer, promouvoir et valoriser la production et la transformation de fibres naturelles d'Europe, dans le cadre d'entreprises individuelles ou collectives, artisanales ou agricoles. Elle réalise pour cela un travail d'information et de formation sur la laine, ses propriétés, l'organisation de la filière. Elle accompagne également les projets de valorisation de la laine, comme l'initiative des éleveurs des Alpes Maritimes présentée dans cet article. Pour tout contact :

ATELIER-Laines d'Europe

C/o Filature de Chantemerle, 05330 Saint Chaffrey

téléphone: 04 92 25 71 88 - email: atelier5@orange.fr

<http://pagesperso-orange.fr/atelier.laine>

Agriculture paysanne

Bilan de campagne « semences paysannes »

Un petit groupe de maraîchers de la Drôme, constitué fin 2011, s'est réuni le 21 janvier dernier dans les locaux d'Agribiodôme, avec Samuel L'Orphelin (animateur à Agribiodrôme) et Valérie Abatzian (Grain'Avenir, technicienne et formatrice en semences paysannes, administratrice du Réseau Semences Paysannes), pour faire le bilan d'une deuxième année de travail autour de la production de semences potagères paysannes.

Avec une campagne difficile, les objectifs de production de semences se sont recentrés sur les cultures les plus faciles : tomate, haricot, pomme de terre, laitue, même si pour ces dernières personne n'a finalement réussi à produire ses semences. Deux variétés de haricot circulent dans le groupe depuis deux ans, à partir d'un petit lot de graines rapportées par Valérie du musée du Revermont. Les haricots « Bardet » et « Religieuse » sont absolument délicieux et peuvent être consommés à tous les stades ! Plusieurs maraîchers disposent d'une belle gamme de variétés de tomates et font avec succès leurs propres semences. Manu prévoit de faire des semences de poireau et Séverine dispose d'une grande variété de semences de fleurs. Margot a reproduit quelques variétés de pommes de terre péruvienne, à la chair ferme et de différentes couleurs. Ces tubercules ne demandent qu'à circuler dans d'autres fermes, car c'est connu, la patate aime voyager. D'ailleurs, il pourrait être intéressant de s'inspirer des travaux de Mitchourine, un savant russe du début du 20^e siècle, pour faire à notre tour des essais sur la régénération de la pomme de terre... Quand une culture commence à être maîtrisée, on peut commencer à aborder des questions de sélection, de tri des semences...

La production de semences sur la ferme n'est généralement pas une priorité, surtout quand on est en phase d'installation, et parce qu'on a aujourd'hui accès à des catalogues diversifiés privilégiant les variétés paysannes et anciennes chez certains artisans semenciers, membres du réseau Semences Paysannes. Mais réfléchir à ses semences, c'est aussi une manière de réfléchir à ses pratiques et de les questionner. Les modèles alternatifs qu'on aimerait explorer sont certes difficiles à mettre en place et à rendre rentables, mais ils n'en sont pas moins intéressants pour autant.

L'idée est donc d'essayer de travailler à la mise en place d'ateliers plus concrets et plus localisés (échanges de travail et temps de partage, comme cela se fait de manière informelle dans certains endroits), avec un temps annuel de retrouvailles et de mise en commun, de nos expériences, de nos semences.

Se pose alors la question du suivi et de l'animation. Plus de technicien « maraîchage » à la Chambre. Pour l'instant, Agribiodrôme ne peut pas s'engager sur un suivi technique des maraîchers. Enfin, les financements de la Région visés en 2014 par Valérie dans le cadre du projet Divagri ne seront



sûrement pas à la hauteur de ses espérances et ne permettront pas d'envisager un accompagnement personnalisé des maraîchers drômois. Nous avons donc décidé de garder le contact pendant l'année 2014, de continuer à nous intéresser à nos semences sur nos fermes, d'essayer de prendre malgré tout le temps de se rencontrer et d'échanger au cours de la saison. A la fin de l'année, nous nous retrouverons avec une nouvelle moisson de semences et probablement de nouvelles perspectives.

Le groupe "Semences" de la Drôme

Agribiodrôme

rue Edouard Branly
26400 Crest
04 75 25 99 75
contact@agribiodrome.fr

Grain'Avenir

rue Pierre Charignon
26750 Génissieux
04 75 02 67 42 / 06 83 92 29 41
v.abatzian@grainavenir.fr

Revendiscope : le point sur nos principales revendications et leur état d'avancement



Gagné



Presque gagné



En bonne voie
continuons à pousser



Pas gagné, continuons
à nous mobiliser



Vigilance



REPORT DU REBOUCLAGE DES ADULTES FIN 2014

Annoncé en avril dernier par le ministre au Congrès de la Confédération paysanne, le rebouclage avec des puces électroniques des adultes nés avant le 1er juillet 2010, initialement obligatoire au 1er juillet 2013, est repoussé au 31 décembre 2014. Un petit soulagement qui ne résoud rien à long terme.



FIN DE LA CERTIFICATION OBLIGATOIRE DE LA VOIE MÂLE

Décidée en 2006, annoncée pour 2015, la certification obligatoire de la voie mâle (qui aurait dû nous empêcher d'utiliser librement nos animaux reproducteurs, d'échanger nos mâles etc.) devrait selon toute vraisemblance être abrogée dans la Loi d'Avenir Agricole et Forestière qui sera votée début 2014. L'article d'abrogation est aujourd'hui dans le texte provisoire de loi, donc sauf fronde massive des entreprises de génétique animale, nous devrions voir aboutir cette revendication majeure pour la conservation de notre autonomie d'éleveurs. Par contre, il faudra être très vigilants car il se pourrait que cette obligation revienne sous une autre forme dans les années à venir. Les pressions des industriels sont énormes.



CONDITIONNALITE AIDES PAC : FIN DE LA DOUBLE PEINE

C'était également une de nos revendications principales. Lors de la rencontre avec l'administration à la Préfecture de région le 24 octobre, l'Agence de Service et de Paiement (ASP, qui contrôle le paiement des aides PAC) nous a annoncé vouloir en finir avec les pénalités en cascade. Explication : Lorsque les bêtes ne sont pas identifiées électroniquement, elles sont considérées comme inexistantes, ce qui fait baisser le chargement et donne lieu à des pénalités sur la totalité de l'ICHN et la PHAE. Conclusion : une non-conformité dans un contrôle qui doit aboutir à une retenue de 5% sur les aides couplées (Aide aux Ovins, Aide aux Caprins) donne lieu à des retenues qui, dans beaucoup de cas malheureusement, représentent le revenu de l'éleveur. Le ministère nous a confirmé la possibilité de changer les règles sur le chargement, qui sont décidées au niveau français.



SIMPLIFICATION DES DECLARATIONS DE MOUVEMENT D'ANIMAUX

Sur le millefeuille administratif lié aux déclarations de mouvement d'animaux, le ministère est d'accord sur le fait que le système est à la fois compliqué et redondant, il essaiera de réunir les acteurs concernés pour le simplifier.



LIBRE CHOIX DU MODE D'IDENTIFICATION DES ANIMAUX

Les différentes administrations françaises ne sont pour le moment pas prêtes de bouger sur cette revendication, s'abritant derrière la réglementation européenne (règlement CE n°21/2004 du 17 décembre 2003). Pourtant tous les pays de l'Union Européenne ne sont pas logés à la même enseigne : 14 pays n'ont pas d'obligation d'identifier électroniquement leurs animaux, sous prétexte de petits cheptels (moins de 600 000 brebis ou 150 000 chèvres). C'est une bonne raison pour continuer à demander notre liberté.

La vie des éleveurs

LE COLLOQUE DE STRASBOURS (5 ET 6 DÉCEMBRE)

Autour du lien social que les éleveurs entretiennent avec leurs animaux : la question de la mort

Les 5 et 6 Décembre 2013, avait lieu à la faculté de psychologie de Strasbourg un colloque sur le thème de la relation "homme- animal" face à la mort, organisé conjointement par Marie Frédérique Bacqué de l'université de Strasbourg et Jocelyne Porcher et Nathalie Savalois de L'INRA Montpellier, sous la présidence d' Elisabeth de Fontenay, philosophe que l'on peut suivre tout les dimanches sur France-inter.

Alain Boutonnet, vétérinaire, Nicolas Gruet, éleveur bovins et Jean-Louis Meurot, éleveur ovins-lait, ont été invités par Jocelyne Porcher (préfacière du Livre "Homéopathie à la ferme" Édition REPAS, auquel ils ont participé), à venir témoigner sur ce sujet .

Notre métier d'éleveur nous confronte quotidiennement à la maladie, à la mort. Cette réalité incontournable s'incruste en nous au fil du temps sans échappatoire. L'occasion nous a été donnée d'exprimer cette souffrance trop souvent contenue. De leurs côtés, les spécialistes chercheurs et universitaires en sciences humaines se penchent, chacun dans sa spécialité, sur tous ces dilemmes qui se posent à l'homme, dans sa relation à l'animal, sans toujours être au fait de sa complexité au quotidien. Ces 48h, dans une ambiance conviviale, ont été l'occasion d'échanges d'une grande richesse.

Pour Jocelyne Porcher, ces rencontres entrent dans le cadre plus large d'une étude sur les alternatives aux abattoirs industriels mis en place par l'INRA de Montpellier, en collaboration avec la Confédération paysanne et l'ensemble des éleveurs concernés à l'échelle nationale. Ce travail sera

présenté au ministère de l'agriculture sous forme d'un "livre blanc", dans les prochains mois.

3 films ont été présentés comme support à nos échanges :

- « Adak » (abattage traditionnel en Turquie), d'Amandine Faynot ;
- "Tuerie chez Pauline", un retour, parfois maladroit, aux coutumes et gestuelles des anciens, de Jean-Louis Tacon ;
- "Entrée du personnel", témoignage sur l'abattage industriel, de Manuela Fresil (film remarquable qui intégrait le monde ouvrier, malheureusement absent du débat) .

Pour plus d'informations, voici la liste des intervenants dont vous pouvez retrouver les travaux sur Internet :

Marie-Frédérique Bacqué, Guy Chouraqui, Jean-Luc Daub, Vinciane Despret, David et Noëlle Faure, Amandine Faynot, Anne Flottes, Elisabeth de Fontenay, Manuela Fresil, Jean-Richard Freymann, Lise Gagnard, Michelle Julien, Elisabeth Lécrivain, Jean-Louis Le Tacon, Jérôme Michalon, Colette Méchin, Sébastien Mouret, Corine Pelluchon, Jocelyne Porcher, Nathalie Savalois, Thierry Schweitzer, Isabelle Sorente, Armand Touzanne, Enrique Utria, Nadia Veyrié, Anne Vonesch.

Vous pouvez aussi vous rendre sur le site de l'université de Strasbourg. Stanislas Kraland (Huffpost, journal en ligne) y fait une synthèse très pertinente.

A noter que l'ensemble des rencontres ont été filmées par Dominique Henry et son équipe, film qui paraîtra en 2015, dont certains extraits sont visibles sur CANALC2 ou sur le site du colloque.

Pour la délégation, Nicolas Gruet

Présentation du Colloque par les organisateurs

Le colloque, organisé conjointement par l'Université de Strasbourg (EA 3071) et l'INRA (UMR Innovation) traitait du lien social que les éleveurs entretiennent avec leurs animaux, mais aussi de l'attachement de l'homme à l'animal, de son identification à ce dernier et des souffrances communes que ces derniers partagent lorsque l'animal est mis à mort. Cette rencontre interdisciplinaire visait à favoriser le débat entre les plus grands spécialistes de la question animale. C'était pour la plupart des chercheurs en sociologie, en psychologie, des philosophes ou des psychanalystes, mais aussi des écrivains, des journalistes qui centrent leurs

travaux sur les relations entre humains et animaux et la place de la mort des animaux dans ces relations. Ces rencontres invitaient également des professionnels, femmes et hommes qui travaillent au quotidien avec les animaux et qui nous ont partagé leur expérience de la vie commune avec les bêtes. A partir d'un état des lieux des problèmes liés à l'abattage industriel des animaux, nous avons réfléchi aux alternatives possibles à l'abattoir industriel et à la consommation carnée et nous avons analysé les questions politiques posées par les rapports qu'entretiennent aujourd'hui les hommes et les animaux.

Les larmes de Thierry

Thierry Schweitzer est éleveur de porcs en Alsace. Il a le souci que ses animaux soient élevés dans les meilleures conditions : aires paillées, faible densité d'animaux, alimentation auto-produite de qualité. Souci pour les bêtes elles-mêmes, souci pour les consommateurs car il transforme la viande de ses porcs.

Thierry n'a pas pu terminer son intervention au colloque, la gorge serrée par l'émotion, les yeux mouillés de larmes. Certains intellectuels jouent avec les mots ; mais il est des mots qui blessent profondément. C'en était trop ! Les éleveurs présents ont ressenti dans les propos de certains conférenciers autant de dénis des liens d'attention et d'affection qu'ils portent à leurs animaux ! C'était une remise en cause de ce qui fait le fond de notre vie quotidienne avec les bêtes. Il y a les arguments philosophiques : « oui les animaux domestiques ne sont pas des machines ; ils ont une conscience certaine ». Alors certains posaient la question : « avons-nous le droit de tuer les animaux ? » La dernière session du colloque s'intitulait : « tuer les animaux est-il un crime ? »

Nous devons répondre à cette question de façon simple avec notre vécu quotidien à la fois pour ne pas nous culpabiliser sur la mise à mort de nos bêtes mais aussi pour faire face à l'offensive de dénigrement de la part de certains milieux contre les éleveurs et les bergers.

L'existence des populations d'animaux domestiques est le produit d'une évolution voulue et organisée par les sociétés humaines (la domestication) et c'est à propos du travail que se sont tissées les relations entre les hommes et les animaux élevés. Ce sont les éleveurs et les bergers qui ont créé ces liens qu'aujourd'hui certains voudraient détruire en condamnant les éleveurs « tueurs ».

Considérer les rapports homme/animal en dehors de cette réalité, de façon abstraite, c'est à dire sans tenir compte des conditions d'existence à la fois des hommes et des troupeaux, c'est poser de façon erronée la question des rapports des hommes et des animaux domestiques et finir par percevoir les éleveurs comme des barbares voire des criminels. Les hommes ont orienté, canalisé, les forces de la vie pour créer les troupeaux domestiques, en vue de satisfaire leurs besoins de nourriture et de vêtement ; mais il n'y a pas la vie sans la mort. A chaque saison une partie des agnelles viennent pour remplacer les brebis âgées... Et une bonne partie des agneaux sont éliminés vers la boucherie sinon le troupeau périrait. La mort est nécessaire à l'équilibre du troupeau, notamment en ce qui concerne les ressources en herbe. Le troupeau survit et prospère parce que chaque année l'éleveur élimine une bonne partie des bêtes nées en les destinant à la boucherie. Tous les éleveurs le savent. C'est pour cela que paradoxalement ils conduisent à l'abattoir les animaux qu'ils ont parfois aidé à naître et toujours « soigné » le plus souvent avec affection et une certaine complicité dans leur relation.

Avec Thierry Schweitzer, notre émotion était à son comble lors de la dernière séquence du colloque lorsqu'un universitaire, Enrique Utria, posa la question de notre droit à tuer les animaux car c'était bien évidemment condamner tout élevage, donc notre existence. On comprend pourquoi il fit alors un exercice de défense de la viande « in vitro », actuellement synthétisée en laboratoire, puis destinée par la suite à être produite industriellement.

Éliminer les éleveurs pour laisser le champs libre ou plutôt le « marché » de l'alimentation humaine aux industriels, on a déjà vu ça avec les OGM. La philosophie est loin : on est dans le projet politique !... La morale et un certain questionnement philosophique apparaissent alors pour ce qu'ils sont réellement : des moyens de domination et d'élimination des producteurs pour permettre la reproduction des profits capitalistes.

Alors on peut se poser la question : pourquoi aujourd'hui apparaissent des points de vue, et même une vision du monde qui conduisent à jeter l'opprobre sur les éleveurs « tueurs d'animaux »... Ces idées ne naissent pas dans les cerveaux de certains penseurs. Elles sont le produit des rapports de domination dans la société.

On est frappé par le fait que la condamnation des éleveurs intervient alors que partout dans le monde les droits des paysans et des éleveurs reculent : droits sur les terres, droits d'accès au marché, transmission de ces droits... Nos droits reculent, notre liberté à exercer notre métier est de plus en plus sous contrainte face à l'appétit des industriels et des constructeurs (transports, urbanisme etc.).

C'est ainsi que les philosophes prêtent main forte aux financiers : ce sont des « chiens de garde » de l'ordre capitaliste.

Jean Louis Meurot

Questions traitées lors du colloque

Sur le plan éthique

- Quels problèmes éthiques pose l'abattoir industriel ?
- L'abattage des animaux peut-il avoir une légitimité morale ?
- Les alternatives à l'abattage des animaux sont-elles moralement soutenables ?

Sur le plan psychanalytique

- Quelle est cette altérité de l'animal en nous et cette humanité de l'animal ?
- Nous analyserons le double mouvement qui consiste soit à anthropomorphiser, soit à objectaliser l'animal.

Sur le plan sociologique

- Quels modèles de relations construisent les rapports de travail de l'homme avec les animaux ?
- L'abattage des animaux prend son sens dans la relation de travail entretenue la vie durant avec les animaux. Or quel que soit le système d'où sont issus les animaux, ils seront abattus dans un abattoir industriel ? Comment penser les alternatives à la production et à l'abattoir industriel ?

La vie des éleveurs

LA GESTION DES LOUPS

Au service de l'élevage industriel

Les loups et le retour du « sauvage » ?

Ils sont de plus en plus nombreux (plus de 300 loups en France en 2013) et leur territoire s'étend (18 départements aujourd'hui). Tout laisserait donc croire que le « sauvage » retrouve une place dans notre société.

Pourtant, un environnement respecté n'est pas inhérent à la présence des loups. Depuis des millénaires, le pastoralisme façonne et entretient les paysages. C'est cette pratique, et donc l'élevage en général, qui est aujourd'hui mise en danger par l'augmentation des attaques de loups (en 2013, 1800 attaques et 6000 victimes).

Les loups ne limitent pas leurs aires géographiques à ce qu'on voudrait appeler « espaces sauvages ». Loin de se cantonner aux alpages, ils attaquent directement sur les pâturages des fermes et en périphérie des villes. La prédation n'est pas un problème écologique mais un problème social.

Les loups et les conditions de travail des bergers

Gardiennage, parc de nuit, chiens de protection... La mise en place massive de moyens de protection et d'expérimentation en tout genre depuis vingt ans est une impasse. Les meutes peuvent atteindre une dizaine d'individus, et se sont adaptées à toutes ces mesures.

Par conséquent, éleveurs et bergers soumis à la prédation vivent dans un stress permanent. Pour ceux qui s'obstinent à pratiquer le pastoralisme, protéger le troupeau devient une obsession au quotidien. Les heures de travail que cela représente, souvent en vain, ne sont jamais reconnues ni valorisées. Chaque attaque est vécue comme un drame et les éleveurs ou bergers finissent la plupart du temps par s'enfermer dans le désarroi, la solitude ou la colère.

Ils doivent se battre sur tous les fronts : face aux loups, face à l'administration, face aux idées reçues. Parce qu'en plus de se sentir désarmés dans de telles situations, il est tout aussi dur d'être confrontés à l'incompréhension et aux reproches du grand public.

Les loups, espèce strictement protégée et non gérée

L'Etat communique au moment des réunions du Groupe National Loup mais dans les faits, il ne gère plus la situation. Alors qu'il est déjà insuffisant pour assurer une véritable gestion démographique, le Plan loup, censé permettre 24 prélèvements, ne peut pas être appliqué, ni techniquement ni juridiquement.

Sur 71 tentatives de prélèvements en 2013, seuls 7 loups ont été tués par des chasseurs et par les agents de l'Etat. On reste donc loin de l'objectif censé assurer la régulation. La gestion chiffrée ne résoudra d'ailleurs pas le problème. Ce sont les loups en situation de prédation qui doivent être éliminés.

Les loups et la fin du modèle pastoral

Les loups, protégés de façon irresponsable, gagnent de nouveaux espaces, poussant toujours plus d'éleveurs à enfermer leurs animaux. Dans le même temps la pression du modèle agricole industriel s'intensifie. L'Europe et l'Etat français pratiquent une politique qui favorise essentiellement l'agro-industrie. Prétendre protéger l'environnement en refusant de prendre la réelle mesure de la situation des bergers et éleveurs face aux loups c'est, encore une fois, favoriser l'industrialisation de l'agriculture.

Les élevages hors sols, eux, n'ont rien à craindre des loups ! Mais nous, nous refusons d'enfermer nos animaux dans des bâtiments comme celui des 1000 vaches dans la Somme. Aujourd'hui c'est l'élevage paysan qui est en danger.

Nous affirmons qu'il reste encore des femmes et des hommes qui vivent au quotidien dans des espaces naturels, qui occupent et entretiennent les milieux, même les plus difficiles, tout en produisant une alimentation de proximité et de qualité, ce qui correspond aux attentes de la société. Nous ne serons pas les cobayes d'une cohabitation impossible.

Le groupe « LOUPS » de la CP Nationale



Confédération paysanne - 60, avenue Jean Rabot 26400 CREST

Tél: 04 75 25 21 72 - drome@confederationpaysanne.fr

Directeur de publication: Jean-Louis Meurot - Imprimé au Crestois, 52 rue Sadi Carnot, 26400 Crest, sur papier "FSC Gestion durable des forêts"



Ont participé à ce numéro : Bruno Clavel, Vincent Delmas, Nicolas Gruer, Anaïs Hammel, Margot Jobbé duval, Guy Kastler, Marion Lelarge, Erwan Le Texier, David Loupiac, Fanny Metrat, Jean-Louis Meurot, Christophe Morantin, Jérôme Mougnoz, Sébastien Pelurson, Samuel Richard, Alain Volle, les éleveurs de l'APPAM, le groupe « Semences » de la Drôme ; le groupe « Loups » de la Confédération Paysanne.

La vie des éleveurs

FERME OUVERTE À BOURDEAUX

Les soins par les plantes en élevage : une pratique en danger

Le vendredi 13 décembre 2013, la Confédération paysanne de la Drôme organisait une visite de la ferme de Sandrine Lizaga à Bourdeaux. Cette éleveuse de brebis laitières a reçu un contrôle de la Direction Départementale de la Protection des Populations en juillet 2013...

Sandrine Lizaga est installée en ferme à Bourdeaux depuis 2010, elle élève 60 brebis mères en Agriculture Biologique sur 52 hectares. Elle transforme le lait de ses brebis à la ferme : fromages lactiques, yaourts et tomes pressées, qui sont vendues en direct.

Sandrine a subi un contrôle de la DDPP¹ au mois de juillet 2013, sur les aspects sanitaires et le bien-être des animaux (conditionnalité des aides PAC). C'est la 6ème fois qu'elle est contrôlée cette année... Les inspecteurs ont ainsi relevé une anomalie qui concernait la présence de médicaments sans ordonnance : granulés d'homéopathie, huiles essentielles et extraits de plantes !

La Confédération paysanne a rencontré la DDPP suite à ce contrôle. Les agents de l'Etat nous ont informés que selon le Règlement UE 230-2013 et une note de l'ANSES² définissant le médicament animal, il fallait à présent une ordonnance d'un vétérinaire pour soigner ses animaux avec des plantes ! Toutefois, l'utilisation de l'homéopathie n'est pas soumise à cette réglementation et peut encore être réalisée librement par l'éleveur. Nous leur avons fait remarquer qu'on peut acheter librement huiles essentielles et extraits de plantes pour se soigner soi-même !

La Confédération paysanne de la Drôme a donc organisé une journée Ferme Ouverte sur la ferme de Sandrine. Après la visite de l'élevage et de



la fromagerie le matin, une table ronde a réuni environ 35 personnes autour du thème de la liberté des pratiques d'élevage et en particulier les soins aux animaux par les plantes. Alain Boutonnet (vétérinaire homéopathe), Claire Montesinos (productrice-cueilleuse de plantes médicinales et distillatrice) et plusieurs acteurs drômois concernés par la question ont pu éclairer l'assistance sur de nouvelles réglementations qui restreignent la production, la commercialisation et l'usage des plantes :

- Directive REACH³ qui met les Huiles Essentielles au même niveau que des produits chimiques toxiques

- Règlement UE 230-2013 qui interdit 600 plantes

- Note de l'ANSES sur le statut juridique du médicament vétérinaire au regard des produits à base de plantes

Il en est ressorti des incohérences entre la réglementation pour les humains et pour les animaux et des contradictions entre ce qui est autorisé en tant qu'« aliment » ou en tant que

« soin » par les plantes. La volonté affichée de réduire l'utilisation des antibiotiques est-elle compatible avec tant de restrictions sur l'usage des plantes ? De plus, d'un Etat membre de l'Union Européenne à un autre, l'application des règlements peut être différente. De même chez nous, d'un département à l'autre, l'interprétation d'une note du ministère peut varier...

Pour la Confédération paysanne de la Drôme, cette nouvelle atteinte à la liberté des éleveurs est inacceptable. Elle les prive d'un savoir faire ancestral et les conduit à grand pas dans un modèle de plus en plus industriel. Les éleveurs doivent résister et la Confédération paysanne les accompagnera dans ce combat.

Sébastien Pelurson

1 - Direction Départementale de Protection des Populations

2 - Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail

3 - Enregistrement, évaluation, autorisation et restriction des produits chimiques

Inventaire des béliers et génotypage : La CP de la Drôme dénonce la manipulation du texte réglementaire par la Direction de l'EDE

L'EDE de la Drôme a de sérieux problèmes avec les dispositions légales, mais surtout, et c'est plus grave, pour comprendre les interrogations des éleveurs sur les schémas de sélection.

A l'initiative des élus de la Conf', la Chambre d'Agriculture de la Drôme, dans sa session du 24 septembre 2013, a voté à l'unanimité une motion demandant l'abrogation de l'article L 653-6 du code rural, qui prévoyait une obligation de certification pour "le matériel génétique support de la voie mâle" (en français : les béliers, les boucs, les taureaux ou leurs semences) "acquis par les éleveurs de ruminants".

Suite à la mobilisation au niveau national de la Conf', de collectifs d'éleveurs et de diverses organisations professionnelles, le ministre, ou plutôt ses conseillers, avaient annoncé fin 2013 son intention d'abroger cet article L 653-6 dans le cadre de la Loi d'Avenir pour l'Agriculture. Ceci figure explicitement à l'article 32 de ce projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale le 14 janvier 2014. A moins que le Sénat ne soit chargé d'un nième tour de passe passe, on pouvait donc considérer que nous avions été entendus et que, pour une fois au moins, le ministre avait tenu parole.

C'est dans ce contexte que l'EDE de la Drôme, et apparemment celui de nombreux départements, ont continué d'annexer à l'inventaire annuel des troupeaux ovin celui des béliers, qui doivent être listés individuellement avec leur numéro et la mention de leur génotype, en présentant cette démarche comme obligatoire.

Un de nos adhérents a interrogé une nouvelle fois la Chambre d'Agriculture sur les fondements légaux et l'objectif de cet inventaire des béliers. Cette fois ci, le directeur de l'EDE s'est enfin fendu d'une réponse, ou plutôt d'une non réponse, qui est assez édifiante :

Elle tente d'abord d'accréditer l'idée que cet inventaire des béliers resterait obligatoire "en lien" avec l'article L 653-6 du code rural et "en lien" avec le règlement CE 21/2004.

Ce sont 2 contrevérités étonnantes de la part d'un responsable d'un organisme ayant une mission de service public :

L'article L 653-6 du code rural n'était applicable qu'à partir de 2015, sous réserve d'un décret qui n'est jamais paru. Aucune obligation ne peut donc en découler pour 2013 ou 2014, même s'il n'est pas encore formellement abrogé à ce jour.

Le règlement CE 21/2004, qui a institué l'identification électronique, définit dans son article 7 le recensement annuel : il doit dénombrer les effectifs globaux de chaque espèce dans chaque élevage, mais nulle part le règlement CE ne mentionne une liste détaillée des animaux, femelles ou mâles, et encore moins de leur génotype.

Il y a donc une confusion entretenue avec l'annexe B 2° de ce même règlement CE 21/2004 : le génotype est l'un des éléments, "s'il est connu", que l'éleveur doit mentionner dans son registre individuel, défini à l'article 5.

Que l'EDE se réclame de ce texte de loi pour présenter son inventaire des béliers comme obligatoire est donc totalement infondé.

Ensuite le Directeur de l'EDE fait référence à la motion adoptée par la Chambre d'Agriculture de la Drôme qu'il annexe à son courrier. La motivation des 34 élus qui ont voté pour (sur 34 votants) aurait été que cet article L-653-6 "pose un problème de vice juridique par rapport aux textes européens" et que "les schémas de sélection développés actuellement doivent être préservés"!!

La motivation des élus de la Conf' pour proposer et voter cette motion était bien de demander l'abrogation de l'article L-653-6 et **de réclamer la liberté de choix dans la sélection des mâles reproducteurs.**

C'est dans ce sens que la motion se référait aux schémas de sélections "actuellement développés".

Tout cela pour conclure enfin que "c'est à la demande du ministère de Tutelle, que l'ensemble des EDE ont dû poursuivre le recensement des béliers pour l'exercice 2013. En 2014, le recensement des reproducteurs ovins devrait être réalisé dans le cadre de la nouvelle Loi d'Avenir."

Si ce courrier a un intérêt, c'est bien celui de confirmer la duplicité de l'EDE (et du ministère ?) sur cette question. Et de nous alerter sur le fait qu'après la Loi d'Avenir, son décret d'application risque de revenir sur l'une de ses rares avancées positives.

La Confédération paysanne de la Drôme tient donc à rappeler sa position, au-delà de ces arguties juridiques :

Toutes les démarches de sélection basées



sur un petit nombre d'individus et de critères (GMQ et prolificité, entre autres) s'opposent à la diversité des modes d'élevage et aux choix individuels des éleveurs, en particulier sur l'autonomie alimentaire des troupeaux.

Elles présentent des risques importants par l'appauvrissement de la variété génétique qu'elles induisent.

Les justifier par l'éradication de la tremblante ovine n'est pas recevable : il n'a pas été établi que ne conserver que des animaux porteurs de gènes résistants nous mettrait à l'abri de cette menace et des autres.

Il est par contre assez évident que toute uniformisation génétique amène des risques réels de nouvelles "crises sanitaires", mais est aussi totalement contradictoire avec le souci de maintenir des élevages autonomes et adaptés à nos terroirs.

Nous combattons donc tout ce qui conduirait à faire de tels schémas de sélection des passages obligés, et toutes nouvelles contraintes imposées aux éleveurs qui ont déjà fort à faire pour assurer la pérennité de leurs élevages.

En particulier nous nous opposerons à ce que l'inventaire des béliers et de leur génotype continue d'être présenté comme obligatoire.

Nous demanderons à ce que les ressources inutilement dépensées dans ces dérives bureaucratiques soient plutôt consacrées à encourager des démarches de sélection participative menée par et pour les éleveurs.

*Le Comité Départemental
de la Confédération paysanne de la Drôme*

Formations

ARDEAR

Formation « Travail agricole en Traction animale » -
Les 27 et 28 Mars à St Gervais sur Roubion (26) - Logement possible sur place

Perfectionnement de vos pratiques de travail agricole en traction animale. Formation aux ateliers de travail du sol, de débardage et d'attelage.

Inscriptions : 04 75 64 49 93 / confpays07@wanadoo.fr

Plantes médicinales et aromatiques - Les 11 et 12 juin. Intervenants : Marion Haas et Stéphane Cozon, producteurs en plantes médicinales et aromatiques, et polyculture-élevage en biodynamie.

Cycles de jardin en biodynamie - les samedi 22 mars, 17 mai, 14 juin, du 5 au 7 septembre et le samedi 11 octobre. Intervenants : Marion Haas et Stéphane Cozon, producteurs depuis plus de 25 ans à La Ferme de Baume Rousse, polyculture-élevage en biodynamie.

Formations organisée par le Mouvement pour l'Agriculture Biodynamique

A la ferme de Baume Rousse à Cobonne - Logement possible sur place. Contact : 04 75 25 08 68

Arboriculture biodynamique, taille et soins - Du 28 au 30 mars. Intervenants : Stéphane Cozon producteur en biodynamie et Richard Tassan animateur-formateur des « Découverte de l'arbre » et formations à la taille.

Apiculture biodynamique - Les 16 et 17 avril. Intervenants : Thierry Bordage, apiculteur et animateur nature, formateur en biodynamie.

Formations AB26

- Voyage d'étude en Bourgogne - vinification sans soufre - 7 & 8 mars
- Plantes médicinales et aromatiques en biodynamie: 11 et 12 mars (sud Drôme)
- Plantes bio-indicatrices - élevage : 19 & 20 mars
- Plantes bio-indicatrices - élevage : 19 & 20 mars
- Transformer ses fruits et légumes: 10 & 11 avril à Crest
- Concevoir et fabriquer son cultibutte: printemps (date à confirmer)
- Apprendre la boulange fermière: mi-avril (centre Drôme)

Conseil de lecture

“La forêt fruitière ou l'art de rendre productifs friches, landes, causses, garrigues et maquis...”

Maurice Chaudière (Editions de Terran, 95p, 15€)

Faire produire des pistaches par des pistachiers térébinthes, des prunes par des prunelliers épineux, des nèfles par des aubépines ; mais aussi des tomates par des pieds de morelle noire ou des piments par la douce-amère... tout cela est possible à la condition de pratiquer l'art du greffage, c'est-à-dire « assujettir la Nature à la culture », selon les propos de l'auteur.

Maurice Chaudière nous montre l'extraordinaire potentiel de création et de production que recèle ces milieux incultes que déjà les éleveurs et les bergers avaient apprivoisé par leurs pratiques pastorales. N'avons-nous pas, en gardant les brebis ou les chèvres, ou au cours d'une balade par les collines, cueilli quelques fruits d'autant plus savoureux qu'ils sont minuscules : baies de genévriers, d'égantiers ou d'amélanchier, poires ou pommes sauvages, alises. La main de l'homme permet par le greffage de magnifier ces dons de la nature.

En première partie, ce livre invite à la réflexion sur l'action de l'homme sur la Nature, sur ce qu'elle peut nous donner

pour vivre, le rôle social de la forêt, mais aussi sur le regard que nous portons sur elle, complétant cet approfondissement au delà l'apport de la vie pastorale... regard d'amour et de contemplation, célébration poétique, interrogations philosophiques.

La deuxième partie, sans être un guide complet du greffage, montre les différents types de greffages, le choix des greffons, le petit outillage, tout cela avec un grand nombre de photos de qualité.

Il faut aussi évoquer la préface de François Hallé*, d'autant plus importante qu'elle est très courte : « les greffes interspécifiques seraient un moyen de comprendre ce qui remplace chez les plantes les systèmes immunitaires de l'animal et de l'être humain. Il n'existe pas d'immunologie végétale. Pourtant les plantes savent faire la différence entre le soi et le non-soi, sauf quand Maurice les induit en erreur, remarquable convergence entre l'arboriculture fruitière et les problématiques actuelles en biologie des organismes. »

JLM



Petites Annonces

Vous cherchez à vous installer ou vous avez des terres, une ferme ou des bâtiments à proposer ? Vous êtes intéressé par une annonce ? Contactez la Confédération Paysanne de la Drôme au 04 75 25 21 72 (les lundis, mardis et jeudis) ou par email : drome@confederationpaysanne.fr.

Recherche d'emploi et de stage :

• Bergère expérimentée cherche garde de brebis ou chèvres à mi-temps ou $\frac{3}{4}$ temps (si possible avec hébergement sur place, éventuellement en caravane). Contact : Marie-Hélène au 07 77 22 49 90.

• Assistante bergère cherche poste en élevage ou agriculture dans la Drôme.
Joanna Blake Le Poët-Celard Tél. : 07 50 40 51 12

• JH 27ans, recherche emploi en Drôme, Ardèche. Salarié agricole, nombreuses expériences variées en élevage et culture. Étudie toutes propositions. Contact : 06 12 06 21 66 ; geradm-polo@hotmail.fr

• En cours de conversion en maraîchage bio. Pour cela, je veux travailler auprès de producteurs et bénéficier de leur expérience, connaissance et savoir-faire pour apprendre le métier. Je suis sérieuse, motivée et dispo à partir d'Avril 2014. Marion Lebard, tel 0628282958, mail idrifa@yahoo.fr

• Recherche un stage en vue d'une reprise. Je souhaite m'installer dans le cadre d'une transmission ou association sur une ferme caprine avec transformation fromagère d'ici 1 à 2 ans. Je désirerais pouvoir louer le foncier ainsi que les bâtiments agricoles. J'ai 27 ans et suis éligible à la DJA. Contact : 06 81 11 66 41

Offre d'emploi et de stage :

• cherche stagiaire ou salarié-e maraîchage bio mars-sept 2014: stage préparatoire à l'installation possible ou salariat temps partiel (24h/semaine au smic), si possible éligible contrats aidés environ 15 mars -15 sept (et plus selon les possibilités ensuite) récoltes, préparations de marchés, plantations, désherbage, entretien des cultures, travail sous serre tunnel et en plein champ. Expérience pas obligatoire mais bonne motivation indispensable! Pas de logement sur place. Contact : Elisabeth Moy-Salanie lafermedubouligat@free.fr Tél. 04 75 58 30 28 26120 Montmeyran

• L'association Les Compagnons de la Terre recrute un maraîcher-ère expérimenté-e responsable de la couveuse. Cette personne aura à gérer une exploitation de 8 ha5, certifiée en agriculture biologique, avec des terres irriguées, situées sur la commune d'Eurre au cœur de la Biovallée.

Renseignement : 09 73 17 99 53 – 06 84 20 61 46
Envoyer votre candidature (CV+ Lettre de Motivation) avant le 15 mars 2014 à l'attention de Mme la Présidente de l'association des Compagnons de la Terre à l'adresse suivante : lescompagnonsdelaterre@gmail.com

• L'association Dryade recrute un animateur pour l'accompagnement à la mise en place d'« AMAP » bois bûche. Sous l'autorité du conseil d'administration le salarié répondra aux objectifs fixés. Il animera la dynamique de Crest,

relancera celle de Die, cherchera des financements, organisera des formations etc. Envoyer votre candidature (CV + Lettre de Motivation) avant le 15 mars 2014 à philippe.mejean@free.fr et contact@dryade26.org

Recherche de terres :

• Urgent, cherche terrain agricole. Je n'ai plus de terres début avril 2014. Cherche 5000 m² minimum avec sol frais, l'irrigation serait un plus, pour culture de menthe dès mars-avril (j'ai déjà les jeunes plants). Secteurs vallée de la Drôme - Diois. Et Cherche hangar agricole 100 à 400 m² même secteurs. Nicolas Delval (31 ans) 06.73.17.64.97. - nico.delval@yahoo.fr ; Les compagnons de la terre, les praves, 26400 Eurre.

• Recherche de terrain agricole : Nous sommes actuellement agriculteurs dans le haut jura (39). Nous allons mettre en vente notre bien afin de se réinstaller dans le secteur de Die. Nous cherchons 3 à 4 ha de terrain, avec ou sans bâti. Pour projet d'élevage de 300 à 400 poules pondeuses, des ruches écologiques et un jardin potager pédagogique en agriculture biologique. Agnès et Marc Royet : marc.royet@orange.fr

Recherche matériel de maraîchage :

Pour le lancement d'une activité maraîchère à St Jean en Royans, nous recherchons occasions, récup et bons plans pour l'achat de serres, matériel d'irrigation, de culture, pour le stockage et la vente directe (outils manuels, toiles hors sol, filets, alvéoles, caisses, tréteaux, balance...). Merci d'avance. Annabel 06 84 85 65 23 et Maxime 06 95 07 67 ou 04 75 45 96 55

Coupe sélective de bois :

Récolte de bois (coupe sélective) Bûcheron propose : Coupe sélective de bois pour valorisation locale en bois de chauffage. Maintien du couvert forestier après coupe (au max, 1 quart des arbres est prélevé). Matériel léger laissant peu de traces au sol. Vision de la forêt à long terme, alliant économie et écologie. Cherche : Parcelles forestières. Propriétaires forestiers souhaitant : > conserver l'ambiance forestière de leur parcelle > valoriser économiquement (vente bois sur pied) > un avis en éco-gestion forestière. Contact : Romain Gury : 06 38 02 82 00

A vendre :

• La Conf Drôme dispose de 19 chaises en plastique blanc, à vendre à 5€ pièce et de plusieurs paquets de 100 gobelets plastique (jetables) à vendre à 1€ le paquet. Si vous êtes intéressés, passez au local ou appelez le 04 75 25 21 72 !



Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Drôme

Bulletin d'adhésion à la Confédération paysanne de la Drôme ou Abonnement seul au journal "La Mauvaise Herbe"

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Tél : _____ Fax : _____ Mobile : _____
Email : _____ @ _____
Production(s) : _____

☐ J'adhère à la Confédération paysanne – calcul du montant ci-dessous :

Votre statut	Adhésion AVEC le journal « La Mauvaise Herbe »
Actif	80 €
Retraité	40 €
Cotisant Solidaire	40 €
Autre	(selon vos possibilités)

☐ Je souhaite m'abonner au journal « La Mauvaise Herbe » mais je ne souhaite pas adhérer : 15 €

Montant total = _____ (chèque à l'ordre de « Confédération paysanne »)

☐ Je souhaite recevoir un reçu par courrier (si cette case n'est pas cochée, je recevrai un reçu par email). Pour information le montant de l'adhésion est déductible d'impôt uniquement pour les producteurs au réel (imputez votre cotisation syndicale sur le compte « charges » de l'exploitation).

Merci de renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à :
Confédération paysanne de la Drôme
60 Avenue Jean Rabot - 26400 CREST

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association (ou du syndicat). En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à : Confédération paysanne de la Drôme, 60 avenue Jean Rabot - 26400 CREST.